

LE DROIT A LA VILLE

Recueil de textes choisis

Table des matières

Introduction et revendications du mouvement du droit à la ville

La ville comme champ de bataille, Mathieu Van Criekingen, Lava, revue n°3, Lavamedia

De la réappropriation de l'espace public au développement urbain durable : des mythes aux réalités, Entretien avec Jean-Pierre Garnier, Alternatives non-violentes 165 (octobre), pp. 8-13

“Comment les Proctériens ont transformé Genève”, Julien Calligaro, paru le mardi 2 août 2016, Largeur.

La piétonnisation contre les habitants, Mathieu Strale, Lava, revue n°3, Lavamedia

Tout pour tou.tes, Solidarités radicales en galères de logement, Camille Crabe, Timult, n°6, septembre 2012, pp.22 - 36.

Ce recueil de textes choisis a été conçu dans un but d'information, de partage et de transmission de savoirs sur une thématique qui nous touchent tous et toutes de diverses manières, à savoir le droit à la ville.

Ces textes traitent chacun à leur manière de la ville, des logements, des espaces collectifs et de ses habitant.e.x.s. Les messages sont divers mais convergent vers des volontés de questionnements des décisions prises par les pouvoirs en place, des manières de les remettre en cause, souvent par le biais d'actions collectives plus ou moins radicales.

Alors on s'est dit que ce serait chouette de partager ces textes avec vous tou.t.e.x.s, parce que ça fait souvent penser à la situation à Genève, parce qu'ensemble ces actions collectives deviennent possible et que le partage de connaissances est une des premières pierres de la lutte.

Afin de permettre une meilleure compréhension du mouvement du droit à la ville, voici un texte d'appel les revendications remises au Conseil d'Etat le février 2018.

Après deux manifestations largement suivies par la population genevoise, le comité unitaire d'organisation a planché sur les revendications concrètes du mouvement concernant le droit à la ville.

Précédée d'un paragraphe introductif, cette liste de propositions n'est ni exhaustive ni définitive mais bien destinée à se voir complétée et discutée dès maintenant.

De manière générale, nous voulons que Genève se construise pour et avec sa population et donc qu'elle cesse de servir les intérêts des banques, assurances, régies, spéculateurs et autres profiteurs. Il est en effet inacceptable que des personnes ou des entreprises possèdent aujourd'hui des propriétés immenses et désertes alors que la majorité de la population de cette ville peine à se loger et se voit repousser toujours plus loin du centre.

Nous voulons une ville où l'on puisse habiter dans des conditions dignes, sans se ruiner pour un loyer qui ne profite qu'aux propriétaires. Nous voulons que chacunEs trouve à se loger: que la jeunesse puisse quitter facilement le domicile de ses parents afin d'accéder à l'autonomie qu'elle réclame, que les retraitéEs n'aient pas à quitter leur logement à cause la faiblesse de leurs rentes, que les personnes en exil soit véritablement accueillies et non parquées dans des foyers ou des bunkers, que les familles trouvent les espace nécessaires à leur élargissement. Nous refusons l'asservissement de cette ville au profit. Nous voulons des espaces de culture, de travail, de fête, d'organisation politique, accessibles à touTEs et qui n'ont pas pour objectif d'être rentables mais de favoriser les rencontres et les échanges entre les habitantEs de cette ville.

Nous voulons que la rue ne soit pas qu'un lieu de transition de notre maison à notre travail, mais bien un espace public, susceptible d'être utilisé à d'autres fins que celles du commerce ou du contrôle de l'ordre public. Nous refusons que la gestion de ces espaces ne s'inscrive que dans une optique de marketing urbain, de privatisation et d'hégémonie du commerce, excluant les usages et personnes qui ne correspondent pas à l'image que Genève veut se donner d'elle-même.

L'espace public doit être ouvert à touTEs, alors qu'aujourd'hui, il est pour certainEs synonyme de harcèlements, d'exclusion, de répression policière. Il doit se construire avec ces habitantEs sans que cellesci aient systématiquement à demander l'autorisation de l'occuper, l'aménager, l'utiliser. Nous voulons que la possibilité soit laissée à celles et ceux qui le désirent d'expérimenter d'autre formes de vie dans cette ville. Que les habitantEs d'un immeuble ou d'un quartier puissent s'organiser et décider ensemble de son avenir, sans pour autant devoir en être propriétaires.

Qu'il soit possible pour les habitantEs d'un immeuble ou d'un quartier qui le souhaitent, de construire des habitations qui leur permettent de vivre collectivement.

Logement :

- Le droit au logement et à la ville doit être prioritaire sur la propriété privée.
- Gel des autorisations de construire pour des surfaces commerciales, (vraisemblablement vouées à la spéculation) alors que 200'000 m² de surfaces commerciales construites sont aujourd'hui vides.
- Arrêt immédiat des expulsions locatives pour retard de paiement. Jeter des personnes à la rue avec pour seul prétexte qu'elles se trouvent dans l'incapacité de payer leur loyer est inacceptable.
- Interdiction de mandats politiques pour membre de la CGI qui ont des intérêts financiers dans l'immobilier
- Interdiction du profit sur les loyers. Un loyer doit servir à payer les frais d'entretien de l'immeuble et éventuellement participer à la création d'un fond pour la rénovation.
- La rénovation du parc immobilier doit être faite dans l'objectif d'améliorer le confort et le bilan énergétique des habitations. En aucun cas il ne doit permettre l'augmentation des loyers ou la création d'appartement de haut standing.

Espace vide :

- Expropriation des bâtiments laissés inoccupés par leur propriétaire.
- La liberté d'occupation doit pouvoir être revendiquée par la population si le Conseil d'Etat refuse d'appliquer des mesures d'expropriation sur des lieux laissés vacants ou voués à la spéculation immobilière.

Culture :

- Création de lieux culturels autogérés et pluridisciplinaires ne devant pas répondre à des objectifs de rentabilité, ni se voir limités par des baux précaires.

ÉtudiantEs :

- Augmentation et pérennisation des subventions pour le logement étudiant (Cité Universitaire et Bureau des Logements et des Restaurants Universitaires) au lieu des subventions annuelles actuelles.
- Augmentation du nombre de places de logement à destination des étudiantEs et des personnes en formation.
- Les étudiantEs doivent pouvoir bénéficier de la protection du droit du bail.

Malagnou :

- Ouverture de négociations avec le Conseil d'État au sujet du renouvellement du bail de l'Association Xénope.
- Renouvellement du bail de l'Association Xénope jusqu'à 2020, comme promis par l'OBA à toutes les entités de la parcelle en 2016.
- Le projet de réaménagement de Malagnou en foyer de l'Hospice Général doit être remplacé par la rénovation de la maison sise au 19C Route de Meyrin et sa mise à disposition des personnes en exil.
- Refus de la stratégie cynique de l'État de Genève visant à opposer l'expérience collective de Malagnou et les luttes des personnes en exil pour des conditions de logements dignes.

Répression :

- Abandon immédiat des poursuites et du harcèlement policier contre les habitantEs de Malagnou
- Refus des pratiques répressives à l'égard des mouvements sociaux, et en particulier l'application exagérée de la loi sur les manifestations.
- Accès systématique aux frais des dispositifs policiers déployés lors des événements et manifestations qu'ils soient autorisés ou non.
- Refus de la pratique policière raciste et stigmatisante de contrôle au faciès.
- Resiliation des directives Jornot

Personnes en exil :

- Exiger la publication des projets en cours, soi-disant mis en place pour fermer les bunkers (une demande est en cours sur l'existence d'une ligne budgétaire à ce sujet au Grand Conseil).
- Abandon du projet de centre fédéral.
- Gel de la fermeture et de la destruction des foyers d'hébergement à Genève.

Liberté, autodétermination :

- Prendre le cas de Malagnou comme illustration de la possibilité de l'autogestion par territoire. En ce sens, comprendre que ce qui déplaît à l'État dans des projets de ce type repose notamment sur les velléités d'autonomisation vis-à-vis du contrôle exercé par l'État sur les projets et propositions dits « alternatifs ».
- Exiger la prise en compte des populations utilisatrices et ou habitantes des lieux ou quartiers en phase de « réaménagement ». La mise en place de mesures prétendument

participatives ne doit pas avoir pour objectif de destabiliser ces personnes et d'evacuer les possibilites de contestation.

- Refuser et dénoncer la ghettoïsation des populations les moins aisées ou leur relégation en périphérie de la ville, ainsi que la gentrification des quartiers centraux et populaires.

Ainsi nous annonçons d'hors et déjà une manifestation le samedi 17 mars qui portera haut et fort dans la rue ces revendications.

Appels et informations coming soon, restez connecté-e-x-s !

Asloca Genève

Association Xenope

Bongo Joe

Cave 12

Cercle La Brèche

La Cigue

CUAE

La Culture Lutte

Collectif Autonome D

Collectif d'associations d'habitant de quartier

Collectif Faites des Vagues

CGAS – Comunanté Genevoise d'Action Syndicale

Éditions Clinamen

GAF – Groupe d'Action Féministe

GAG – Groupe antirépression Genève

Galiffe, collectif d'habitation

GLIP (Genève Libérée de l'Invasion Publicitaire)

Le G.R.E.C

La Gravière

Les jardins de Cocagne

L'Écurie

Koch Areal

Les habitant.e.s des Roulottes et de la Verseuse

Jeunesse Socialiste

Jeunes Vert-e-s genevois

LAMECC – Laboratoire Autonome Mondiale d'études culturelles et critiques

LibrAdio , radio d'inspiration libertaire

Librairie BECKBOOKS

Librairie Fahrenheit 451

Livresse

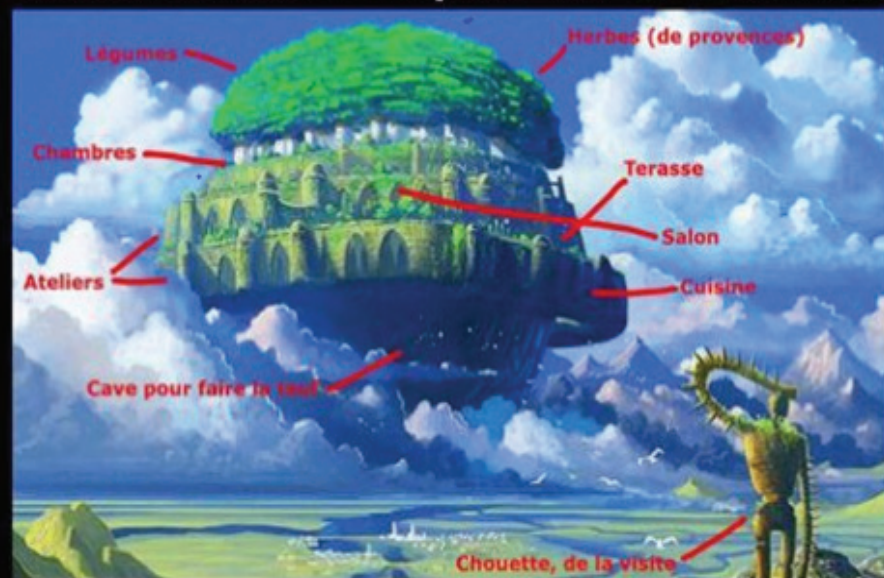
MKOTB – Malagnou Kids On the Block

Miami books

Nadir, espace autogéré
Où êtes-vous toutes ?
Ouches RPZ, collectif d'habitation
Péclôt 13
Perce-Frontière
Le Pneu
Préénulle
PS – Parti Socialiste Genevois
Queerfish
La Reliure
Sans-Retour
Semences de Pays
SIT syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs
solidaritéS
UNIA – Le syndicat
L'Usine
Les Verts genevois
Le Vélodrome
Zabriskie Point

Texte disponible sur <https://www.facebook.com/events/127923514689218/>

Ta maison de rêve pour toi et ton crew:



Les petites annonces genevoises:

Type de bien:	Chambre / Résidence d'étudiants	Prix:	950.- CHF
Adresse:	XXXX	Charges:	--
Ville:	1294 Genthod	Surface:	20 m2
Canton:	GE	Pièces:	1.0
Disponibilité:	XXXX	Meublé:	Oui

MANIF
*** 17.03.18 ***
SAVE THE DATE !

#prenonslaville

De la réappropriation de l'espace public au développement urbain durable : des mythes aux réalités

Entretien avec Jean-Pierre GARNIER*

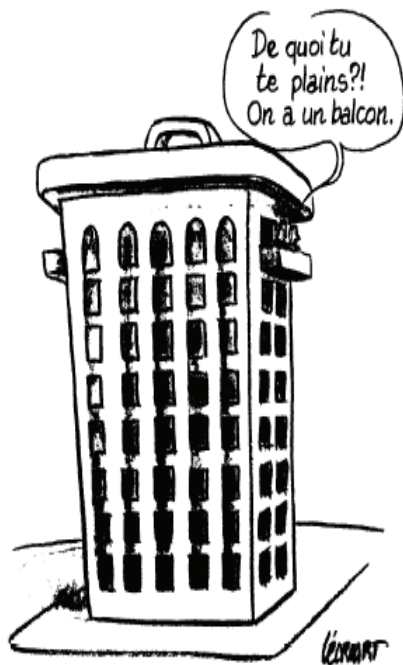


* Sociologue urbain (CNRS), auteur de : Des barbares dans la Cité. De la tyrannie du marché à la violence urbaine, Paris, Flammarion, 1997 ; La Bourse ou la ville, Paris-Méditerranée, Paris, 1998 ; Le nouvel ordre local Gouverner la violence, Paris, L'Harmattan, 2000 ; Contra los territorios del poder Por un espacio publico de debates... y de combates, Virus, Barcelona, 2006 ; Une violence éminemment contemporaine. Essais sur la ville, la petite bourgeoisie intellectuelle et l'effacement des classes populaires, Agone, Marseille, 2010.

ANV : Que désigne t-on par espace public ?

Jean-Pierre Garnier : Il convient de distinguer entre ce que l'espace public est censé être, et ce qu'il est réellement devenu, avant de réfléchir à ce qu'il pourrait ou devrait être.

Comme les autres composantes de la ville contemporaine, l'espace public a subi un processus complexe de transformation au cours des décennies récentes. Pendant longtemps, la réalité de ce que l'on désignait comme espace public correspondait à la définition, savante ou profane, qui en était donnée : une rue, une avenue, un boulevard, une place, une promenade, une esplanade, un quai, un « cours » comme on disait dans le midi, bref, un lieu ouvert et accessible au public où, par-delà sa fonction utilitaire de transit piétonnier pour se déplacer d'un point à un autre de la ville, les citadins, toutes catégories sociales confondues, déambulaient, flânaient, se



côtoyaient, se rencontraient, se retrouvaient, se rassemblaient, échangeaient, festoyaient, se livraient, en somme, à diverses activités non dictées par la nécessité. Autrement dit, le lieu par excellence de la sociabilité urbaine qui conférait à un quartier voire, pour certains, à la ville entière, une bonne part son identité.

Par la suite, l'espace public a peu à peu cessé d'être un espace d'opportunités pour la collectivité des habitants. Les relations sociales et la vitalité urbaine s'y sont étioilées sous l'effet de multiples facteurs, qu'il s'agisse de tendances générales liées à l'évolution des modes de vie (irruption de la télévision dans les foyers, généralisation de l'usage de l'automobile, individualisation des loisirs, etc.) ou de politiques urbanistiques dites de « requalification urbaine » visant à réaménager ce qu'on appellera le « cadre de vie ». Un réaménagement

principalement orienté dans deux directions complémentaires : le maintien de l'ordre et la promotion de l'activité commerciale.

Aujourd'hui, les gestionnaires de l'espace public le considèrent avant tout comme un espace problématique, et agissent d'abord pour prévenir tout type de désordre. Ce qui revient à limiter, voire empêcher toute espèce d'activité collective spontanée. Alors qu'il pourrait et devrait être un espace pluriel d'expression et d'expérimentation [collective], tout ce qui s'y déroule doit rester sous contrôle, lequel revêt un caractère souvent policier. À plus forte raison dans le cas des rassemblements ou des défilés à vocation de protestation et de contestation, qui, quand ils ne sont pas purement et simplement interdits, doivent être étroitement contrôlés et, en cas de « débordements », réprimés. « Du fait qu'il est supposé appartenir à tous, note un historien, l'espace public n'appartient en réalité à personne. La seule instance qui ait le droit de l'investir, c'est la police. L'espace public, c'est le territoire de l'État¹. »

Mais c'est aussi le territoire des « marchands de ville ». Les commerçants, d'abord, cafetiers en tête, qui ont converti les rues et les places, piétonnisées de préférence, en galeries marchandes à ciel ouvert. Sur la célèbre place de la Comédie à Montpellier, par exemple, on ne trouve plus un seul banc pour s'asseoir gratuitement. Les promoteurs et les agents immobiliers sont aussi d'ardents partisans de la « revalorisation » des espaces publics, car elle a le don de « booster » les plus-values tirées de la vente ou de la location des appartements situés dans les immeubles qui les bordent et aux alentours.

Cette marchandisation de l'espace public s'adresse évidemment au citadin en tant que consommateur et non comme citoyen. Avec une devise implicite qui régit l'accès : qui n'est pas solvable y est indésirable. Autrement dit, les espaces publics vantés comme hauts lieux de l'urbanité, dans les guides touristiques notamment, sont de plus en plus exclusifs et donc excluants.



1) Alessi Dell'Umbria, *La rage et la révolte*, Banna 2000

LE MARCHÉ IMMOBILIER DÉPRIMÉ...



ANV : Existe-t-il des cabinets d'architectes et d'urbanisme en train de penser l'espace public de demain, un espace qui pourrait être réapproprié par la population ?

J.-P. G. : Sous couvert de « requalification urbaine » et de « réappropriation des espaces publics », urbanistes, architectes, paysagistes et plasticiens mettent en scène une « urbanité » lisse et aseptisée, « policée » dans tous les sens du terme. Dans une société rongée par l'inquiétude et le pessimisme, il s'agit, en réalité, de faire « voir la ville en rose » en transformant ses quartiers les plus fréquentés en parcs à thèmes rassurants et euphorisants où le publicitaire rimera avec le sécuritaire. Réduits au rôle de consommateurs et de spectateurs, les citadins en viennent ainsi à se comporter en touristes dans leur propre Cité « disneylandisée ». Pour leur donner l'impression qu'ils y sont encore des acteurs, on les conviera de temps à autre à « descendre dans la rue » lors d'une « manifestation » culturelle sponsorisée par les marchands ou d'un « événement » festif programmé par les autorités : *Nuit blanche* et *Paris-Plage* dans la capitale, *Lille 2004* puis

Bombaysers de Lille dans la capitale française des Flandres, *Nuit des Lumières* et *Biennale de la danse* à Lyon, *Marseille 2013 capitale de la culture*... Des simulacres de réappropriation populaire de l'espace public placés sous le signe du mécénat et du « partenariat public-privé ».

Par contraste, sera davantage ressentie comme gênante voire insupportable la présence de tous les « indésirables » qui polluent, ne serait-ce que visuellement, l'environnement urbain : clochards, « jeunes des cités », pickpockets, mendiants, prostituées, maraudeurs, rôdeurs et autres individus précarisés. L'impératif de HQE (haute qualité environnementale) s'applique aussi, en effet, à l'environnement humain : seuls des gens « de qualité » seront en droit de fréquenter les espaces urbains requalifiés, c'est-à-dire à la fois embellis et « assainis ».

ANV : Il y a quand même des urbanistes et des architectes qui, sur la base du primat maintenant accordé à l'impératif écologique, s'attachent à œuvrer à un développement urbain durable où la préservation de l'environnement irait de pair avec le renforcement du lien social.

J.-P. G. : Il en va du « développement urbain durable » comme de la « réappropriation de l'espace public », pour ne rien dire de la « démocratie participative » : slogans obligés dans les discours des élus locaux, des aménageurs et de certains chercheurs inféodés, ils sont démentis tant par les réalités que l'on peut observer sur le terrain que par l'analyse des logiques sociales et des rapports de forces dont elles sont le produit.

Mise à toutes les sauces idéologiques, y compris par les plus grands pollueurs de la planète (Bouygues, GDF-Suez, Peugeot, etc.), la « durabilité » sert à habiller de vert une urbanisation sans frontière plus dévastatrice que jamais, notamment sous la forme d'une « métropolisation » présentée comme indispensable à l'« attractivité » et la « compétitivité » des grandes agglomérations urbaines dans le cadre de la « concurrence libre et non faussée » entre capitales du capital. Mis en avant par les autorités locales aidées de leurs « communicants » pour

justifier leurs projets et opérations urbanistiques, « matériaux recyclables », « énergies renouvelables », « circulations douces », « toitures végétalisées », « bâtiments à basse consommation » et autres « écoquartiers » n'empêchent nullement l'étalement urbain de se poursuivre, les pics de pollution de se multiplier, les espaces naturels ou ruraux de continuer à être grignotés par le béton. À cet égard, la panoplie des artefacts technologiques supposés enrayer la dégradation de l'environnement urbain n'a que des effets dérisoires, et cela d'autant plus que la « croissance » est redevenue, du moins en France, l'alpha et l'oméga de la politique économique. Car, n'en déplaise aux écolocrates chargés d'administrer le désastre aux côtés de « responsables » publics ou privés qui ne font que l'accentuer, le développement qu'il s'agit de rendre « durable » avec leur concours, est avant tout celui du capitalisme accompagné d'une expansion urbaine continue dont on pourra tout au plus limiter les dégâts écologiques sans y mettre fin pour autant². Bref, faire en sorte de polluer moins pour polluer plus longtemps.



2) Tomjo L'Enfer vert, éditions Badaboum, 2011.

ANV : Qu'est-ce qui pourrait se profiler à l'horizon si une volonté populaire se manifestait pour promouvoir une nouvelle urbanité à la fois démocratique et écologique ?

J.-P. G. : Dans un monde où la population urbaine est devenue majoritaire et est appelée à le devenir chaque jour davantage, il est évident que les problèmes de la Cité sont des problèmes de société. Encore faut-il s'entendre sur le sens des mots. Ce qui pose ou devrait poser problème, c'est le type même de société à l'origine de ces problèmes. Soit une société soumise à l'emprise d'un mode de production, le capitalisme, qui, comme le pressentait déjà le sociologue Henri Lefebvre il y a déjà plusieurs décennies, et comme le réitèrent aujourd'hui les géographes anglophones « radicaux », s'avère être un mode de destruction aussi bien de la biosphère, que de l'humanité, ne serait-ce que par l'artificialisation croissante du vivant, pour ne rien dire des guerres impérialistes menées au nom de l'humanitaire, de la démocratie ou de la lutte contre le terrorisme...

Autant dire que l'horizon ne se trouve plus à long ni même à moyen terme. Il se profite déjà au travers la décomposition sociale et de la dévastation écologique en cours dont les médias ne cessent de nous décrire les innombrables manifestations sans, bien sûr, nous donner les moyens d'en comprendre les raisons et la signification réelles. Pour qu'une volonté populaire se manifeste, il faudrait déjà que la conscience de la catastrophe qui s'annonce se généralise. C'est encore loin d'être le cas.

Certes, de Kyoto à Rio+20 en passant par Copenhague, les « sommets » rituels consacrés à « l'environnement » se suivent pour se conclure inmanquablement sur le même constat : les objectifs, quoique modestes, fixés à l'issue des précédents ne sont pas atteints. De toute façon, rebadigeonnée de vert, la poursuite indéfinie de l'urbanisation du monde sous sa forme capitaliste ne fait que repousser les échéances. On peut la qualifier d'« insoutenable », en détournant l'épithète anglaise qui définit ce qu'elle est censée être ou devenir.

D'abord, au sens courant, c'est-à-dire écologique, ce type de développement urbain peut-il être éter-

nellement « durable », alors qu'il détruit peu à peu les conditions mêmes de sa poursuite ? Récemment, une étude réalisée par seize chercheurs reconnus de plusieurs disciplines, publiée dans la revue *Nature*, une référence mondiale dans le milieu scientifique, démontrait que les écosystèmes de la planète pourraient connaître un effondrement total et irréversible bien avant la fin de ce siècle³. Les auteurs examinent l'accélération de la perte de biodiversité, les fluctuations climatiques de plus en plus extrêmes, l'interconnexion grandissante des écosystèmes et le changement radical du bilan énergétique global sous l'effet concomitant de l'augmentation de la population et de la consommation par tête. Ils suggèrent que tous ces éléments constituent, pour l'environnement, des précurseurs à l'apparition inéluctable d'un point de non-retour et de non-recours, qui mettrait en péril la survie des humains sur la planète. Si les médias se sont fait l'écho de cette prévision durant les semaines qui ont suivi la publication de cette étude, l'« actualité » s'est vite chargée de la reléguer dans l'oubli.

Ensuite, l'hypothèse en forme de postulat d'un développement durable n'est-elle pas également insoutenable sur le plan théorique ? Aucune argumentation digne de ce nom, en effet, malgré les flots de discours, savants ou non, consacrés à ce thème, ne peut étayer la thèse selon laquelle il pourrait en aller autrement, comme le montre déjà, dans la pratique, le caractère dérisoire ou illusoire des innombrables mesures prises pour enrayer le désastre. L'émission de gaz à effets de serre, le gaspillage énergétique, la déforestation, le bétonnage des rivages, la pollution de l'eau, pour ne citer que les traits les plus saillants du saccage écologique, se sont poursuivis à un rythme qui n'a pas significativement diminué, quand il n'a pas augmenté. Bouleversant les conditions du rééquilibrage naturel de l'écosystème, ils rendent la pérennité du « système-monde » capitaliste désormais dépendant d'incessantes interventions correctrices couplées avec une gestion prévisionnelle aux effets d'autant plus aléatoires qu'ils se limitent souvent à des effets d'annonce.

3) « Approaching a state shift in Earth's biosphere », *Nature*, vol. 486, 7 juin 2012.



Dernier en date, pour la France : l'insertion, célébrée à grand tapage médiatique, d'une « Charte de l'Environnement » dans la Constitution de la V^e République. Peu importe que le « principe de précaution » qui y est dorénavant inscrit en bonne place risque d'avoir aussi peu d'impact effectif que les grands principes déjà inscrits dans « notre loi fondamentale », comme disent les juristes, tels le droit au travail ou le droit au logement. S'il est invoqué par ceux-là même qui le foulent au pied, directement ou par complicité, c'est pour calmer les inquiétudes que pourraient susciter ses violations répétées, en légitimant les mesures et actions destinées à masquer la gravité de leurs conséquences. Assurée, ainsi, de sa « durabilité », la « société urbaine » pourra achever de ronger ce qui reste de « nature », l'une et l'autre étant maintenues sous perfusion grâce aux soins intensifs des gestionnaires et des techniciens de la prévention ou de la réparation.

Enfin, ce développement urbain se révèle de plus en plus insupportable et injustifiable pour la majorité de la population et, de ce fait, insoutenable au plan éthique, donc, politique, même si la plus grande partie d'entre elle, déjà confrontée aux multiples problèmes liés à un « niveau de vie » fragilisé par une interminable récession, n'accorde encore que peu d'importance, quand elle ne les ignore pas, à ceux relatifs à son « cadre de vie ».

Mais les dommages du mode de spatialisation capitaliste ne condamnent pas seulement les dominés à voir leur situation encore s'aggraver. Ils risquent aussi, à terme, de ne plus épargner les dominants. Parmi les « élites circulantes et globalisées » de la *jet society*, d'aucuns s'inquiètent par exemple, entre deux voyages d'affaires ou colloques, du nuage de pollution qui ne cesse de s'étendre et de s'épaissir dans le ciel de certains aéroports, consécutif à la hausse effrénée du taux de motorisation. Or, d'ici à ce que tout le monde se déplace en véhicule électrique dans des « métropoles » de plus en plus distendues, beaucoup d'eau, de plus en plus polluée elle aussi, aura coulé sous les ponts. D'autres, anticipant sans doute l'effet boomerang sur le plan social et politique d'une crise économique qui n'en finit pas de s'éterniser, se claquemurent craintivement dans des « résidences sécurisées » au sein ou au large des grandes agglomérations. Pour eux, semble-t-il, l'horizon, à moyen terme au moins, a cessé d'être rassurant. Et ne parlons pas du long terme : « fragmentation », « fracture », « apartheid urbain », « sécession », autant d'appellations proposées par les sociologues ou les géographes urbains pour désigner une désagrégation et une dislocation sociales déjà bien avancées.

La « préservation des conditions de vie des générations futures » figure, comme chacun sait, parmi les antennes du discours écologiste. Une préoccupation symptomatique de l'impasse théorique et pratique du « développement durable », urbain ou non : la survie de l'espèce devient une finalité en soi, évacuant tout questionnement sur la nature de cette « survie » et ce qui en constitue la valeur symbolique. Est-ce, alors, faire preuve

de pessimisme ou bien de réalisme, que d'émettre l'hypothèse selon laquelle cette désocialisation pourrait bien, avant même que le siècle ne s'achève, entraîner, désastres écologiques et panique consécutive aidant, l'anéantissement de l'humanité ? Anéantissement physique, peut-être. Barbarie déshumanisante, sûrement. Y aura-t-il encore des gens pour prétendre que l'alternative posée par Rosa Luxembourg, au début du siècle dernier, « socialisme ou barbarie », est dépassée ?⁴

Ici et là, en tout cas, des militants organisés en associations ou en collectifs plus ou moins informels ne cèdent pas à la résignation. Sans attendre de s'être mis d'accord sur le nom à donner à la perspective politique de leur engagement, où se conjuguent l'abolition du salariat, le dépérissement de l'État et l'autogestion territoriale, ils ont déjà choisi d'adopter des modes de vie en rupture complète avec celui qui prévaut actuellement. Selon eux, en effet, on ne peut plus se contenter d'initiatives minimalistes et parcellaires, aussi bien intentionnées soient-elles, en matière d'habitat, de ravitaillement, de déplacement, d'éducation, d'information ou de loisirs. Si elles ont le mérite d'ouvrir la voie à une autre manière de vivre en société moins dommageable pour les individus et l'écosystème, elles ne remettent en cause qu'à la marge le technicisme, le productivisme et le consumérisme qui vont bientôt rendre problématique la prolongation de la vie humaine sur terre.

Pour les nouveaux dissidents de l'ordre capitaliste, l'heure n'est donc plus aux demi-mesures face à la menace d'un basculement climatique auquel les sociétés actuelles ne pourraient s'adapter. Dans l'immédiat trois mots d'ordre résument la démarche qu'ils proposent et qu'ils s'efforcent eux-mêmes de traduire en actes : « Partage de la pénurie », « halte au gaspillage » et « vive la dénatalité ! »⁵. Une alternative radicale qui

4) Rosa Luxembourg, *La crise de la social-démocratie*, 1915, www.collectif-smolny.org/

5) « Une étude de "Nature" sur la probabilité d'une crise irréversible de la biosphère », www.Piecesetmaind'oeuvre.com/

paraîtra sans doute « extrémiste » à des esprits aussi aveugles que timorés incapables de discerner ce qu'a d'extrême la situation où l'humanité est en passe de se trouver. « *Les gens se demandent si nous allons appuyer sur la pédale de frein à temps. Pour moi, nous sommes à bord d'une voiture qui s'est déjà jetée de la falaise et je pense que, dans une telle situation, les freins sont inutiles.* » Le propos n'émane pas de quelque farfelu

épris de prédictions apocalyptiques, mais de Dennis Meadow, l'un des quatre scientifiques du Massachusetts Institute of Technology (MIT) signataires du rapport, rédigé à la demande du Club de Rome, intitulé *The Limits to Growth* (Les limites à la croissance), qui établissait clairement, dès 1972, les conséquences dramatiques d'une croissance économique et démographique exponentielles dans un monde fini. ■



**GIGA #PRENONS
LAVILLE**

MANIF!

17.03 POSTE DU MONT-BLANC 14H

CLAE **PLUS D'INFOS SUR RENVERSE.CO**

**GIGA #PRENONS
LAVILLE**

MANIF!

17.03 POSTE DU MONT-BLANC 14H

CLAE **PLUS D'INFOS SUR RENVERSE.CO**

La ville est un champ de bataille

5

Les questions urbaines, souvent présentées comme des problèmes « techniques », sont plus que jamais traversées par de profonds antagonismes. Elles sont matière à conflits sociaux bien davantage qu'à « consensus »

Au tournant des années 1960 et 1970, dans ce qui était alors le bloc de l'Ouest, la « question urbaine » était parvenue à se hisser parmi les sujets politiques primordiaux. Les réflexions d'Henri Lefebvre sur le droit à la ville, de Manuel Castells sur les luttes urbaines ou de David Harvey sur les liens

entre ville et justice sociale, combinées à celles de toute une génération de militants engagés dans une myriade de luttes concrètes, n'étaient pas pour rien dans cette situation. Elles avaient notamment permis de diffuser l'idée que l'espace (urbain) n'est pas donné comme un fait de la nature, mais activement produit.

Autrement dit, le cadre de la vie quotidienne des citoyens, ses formes matérielles (bâtiments, équipements, espaces publics...), comme ses paysages symboliques (les images, les réputations ou les stigmates associés aux lieux), est toujours le résultat d'une production sociale. Pour Lefebvre, Castells, Harvey et beaucoup de militants, poser la question urbaine était ainsi la voie à suivre pour dévoiler au grand jour l'emprise d'impératifs spécifiquement capitalistes (fabriquer et vendre avec profit toutes sortes de marchandises, spéculer sur des bâtiments ou des terrains pour capter des plus-values immobilières ou foncières, inscrire la domination sociale dans le paysage des villes tout en se prémunissant des révoltes...) sur la production de l'espace de vie des citoyens. C'était également la voie à suivre pour trouver des pistes pour contester cette emprise et chercher des alternatives.

Il était alors clair que produire l'espace urbain n'est pas réductible à une somme d'actes techniques et technocratiques – de «gouvernance urbaine», comme on dit aujourd'hui –, mais qu'il s'agit, d'abord, d'une matière profondément politique. La production de l'espace repose constamment sur toute une série de choix posés en fonction d'intérêts économiques, d'ambitions politiques, de cadres idéologiques ou encore de logiques institutionnelles. Par (sans) qui l'espace urbain est-il produit? Pour (contre) qui? Au profit (détriment) de quels intérêts? En phase (décalage) avec quelles aspirations? Au nom de quel modèle de développement? Qui décide (ou pas)?

Les réponses à toutes ces questions ne découlent jamais d'un «bon sens» universel ou d'un «intérêt général» défini une fois pour toutes. Au contraire, elles sont ordinairement affaire de concurrence, de rivalités et d'antagonismes, entre des fonctions, des activités, des groupes d'intérêts, des classes ou fractions de classes... Produire la ville est une activité sociale éminemment conflictuelle

et les transformations qui en découlent dans le cadre de vie sont d'ordinaire bien plus violentes (socialement, économiquement ou symboliquement) qu'elles n'en ont l'air de prime abord. En ce sens, la ville est aussi un champ de bataille¹.

Pourtant, la substance profondément politique des questions de production de l'espace urbain est aujourd'hui rarement reconnue, et encore plus rarement discutée publiquement. Elle n'émerge du flot des actualités que par la médiatisation de grands projets urbains qui font particulièrement polémique et suscitent beaucoup d'oppositions – sacrifier un parc public pour faire place à un nouveau centre commercial

Dans un schéma où «développement urbain» rime avec spéculation forcée, l'accumulation va structurellement de pair avec la dépossession

à Istanbul, défigurer d'anciens quartiers ouvriers pour y aménager des nouvelles zones haut de gamme *to live, work and play* à Hambourg ou Marseille, détruire des quartiers d'habitat populaire pour permettre l'organisation des Jeux olympiques à Rio de Janeiro, par exemple.

D'ordinaire, par contre, ces questions baignent dans un climat dépolitisé, comme engluées dans un marais post-politique. Toute l'attention semble consacrée à construire le « dialogue » entre les « parties prenantes du territoire », à pérenniser des « partenariats » entre les « forces vives » (publiques et privées) de la ville et à entretenir la « participation citoyenne » en matière d'aménagement urbain. Les appels à construire des « visions partagées » du développement territorial succèdent aux invitations à « coproduire la ville » ou à « faire ville ensemble », comme si toutes les inégalités de classe, de « race » ou de genre pouvaient s'effacer par la seule force de l'appel au consensus. Qui plus est, l'heure est aussi à « l'urbanisme de projet », censé plus efficace, imaginatif, ouvert et souple que « l'urbanisme de plan ».

Cette façon de faire mène inlassablement à compartimenter les discussions, toujours focalisées sur un projet, et puis un autre, et puis un autre... C'est alors la réflexion sur le système urbain dans son ensemble qui se perd, sur tout ce qu'un projet ici implique pour là-bas, et vice versa. N'y a-t-il pas, par exemple, quelques liens à identifier entre la reconversion d'un ancien bâtiment industriel en musée d'art contemporain dans un quartier en plein « renouveau », la croissance du nombre de logements proposés sur *airbnb* aux alentours et le nombre de mal-logés dans l'ensemble de la ville ?

En somme, l'air du temps veut que les questions urbaines, pareillement à d'autres questions à dimension collective (la question environnementale, par exemple²), soient traitées sur le mode de la recherche du consensus entre « partenaires » reconnus, au moyen de mécanismes de gouvernance *ad hoc* et de dispositifs de participation citoyenne – du moins tant que ceux-ci ne remettent rien de sérieux en cause dans l'ordre urbain existant. Que « le clivage gauche/droite [soit] de moins en moins prédictif du contenu des politiques urbaines »³ n'est qu'un des symptômes apparents de cette dépolitisation. Quant à penser les questions urbaines en termes de lutte des classes, la chose paraît désormais incongrue, inaudible.

Mathieu
Van Criekingen



Mathieu Van Criekingen est géographe, enseignant-chercheur en études urbaines à l'Université Libre de Bruxelles. Il travaille notamment sur la gentrification des quartiers populaires, à Bruxelles et ailleurs.

Les paradoxes de la dépolitisation

Cette dépolitisation des questions urbaines contemporaines est, à vrai dire, très paradoxale. En effet, les acteurs dominants du capitalisme contemporain ont fortement « besoin de ville » pour soutenir et perpétuer leurs logiques d'accumulation. En d'autres mots, produire des espaces urbains à leur image et à leur avantage leur est plus que jamais nécessaire.

D'aucuns, dans les années 1990 ou au début des années 2000, avaient cru pouvoir anticiper un déclin inexorable des villes, concentrations spatiales devenues superflues ou même contre-productives à l'ère de l'internet et des technologies numériques. Les contraintes de distance s'effaçant du fait des avancées technologiques et de la libéralisation des échanges commerciaux et des marchés de capitaux. Le monde était en train de devenir « plat », vaste *level playing field* effaçant les divisions culturelles, politiques, historiques... En conséquence, s'il ne voulait pas être déserté par les entreprises et les capitaux, chaque territoire (ville, région, pays...) devait sans tarder se préoccuper de sa compétitivité.

C'est pourtant l'inverse d'une dispersion spatiale qui s'est produit. Les leviers de commande du capitalisme mondialisé (sièges des multinationales et des grands médias, banques, gestionnaires de fonds financiers, cabinets de consultance, agences de publicité, etc.) n'ont sans doute jamais été autant concentrés en aussi peu de lieux : des villes devenues métropoles (ou « villes globales »), et dans certaines d'entre elles, encore davantage que dans d'autres.

Dans le même temps, de très nombreuses autres villes ou régions ont été marginalisées, reléguées dans un statut de périphérie dominée (comme Valenciennes, Charleroi, Sheffield, Aberdeen, Leipzig ou encore Detroit et Cleveland, par exemple). Souvent, il s'agit de villes moyennes frappées par les fermetures d'industries, les politiques d'austérité adoptées à la suite du krach financier de 2008, et qui peinent à retenir leurs jeunes. Au contraire d'un « aplatissement » des hiérarchies territoriales, celles-ci se sont renforcées et leurs pôles opposés – la métropole globalisée et la ville en décroissance (ou *shrinking city*)⁴ – se sont éloignés.

En outre, le caractère très financiarisé du capitalisme contemporain est particulièrement lourd de conséquences pour les villes et leurs habitants. Une nuée « d'investisseurs » – des propriétaires lucratifs de capitaux en recherche de nouveaux profits de rente, plus exactement – scrutent à présent les espaces urbains en quête de sites « sous-valorisés » selon des critères de marché, mais « pleins de potentiels », dont la transformation augure de juteuses plus-values foncières et

immobilières. À leurs yeux, les environnements urbanisés ne constituent pas seulement des lieux où l'accumulation du capital se produit (dans des bureaux, des usines, des ateliers...), mais aussi, voire avant tout, des ressources, foncières et immobilières en particulier, pour l'accumulation.

Les quartiers centraux d'habitat populaire, souvent d'anciens faubourgs créés pour les besoins du capitalisme industriel et façonnés par une longue histoire d'accueil des populations immigrées, sont particulièrement dans le viseur de ces stratégies de spéculation. Des plaidoyers s'élèvent à présent de toutes parts pour «redynamiser» ces quartiers «oubliés», «optimiser» leurs territoires et y faire revenir de la «mixité». Pour quantité de promoteurs, d'entrepreneurs, d'organiseurs d'événements, mais aussi pour beaucoup d'aménageurs et même certaines organisations citoyennes, l'heure serait venue pour ces quartiers de remiser leurs habits populaires et d'enfiler de nouveaux costumes, plus «métropolitains».

Pour quantité d'habitants ou d'usagers ordinaires de ces territoires, par contre, ces convoitises se paient par des évictions, des relégations en périphérie, des blocages résidentiels, la fermeture de lieux d'approvisionnement ou de socialisation familiaux, voire même par des répressions policières. Dans un tel schéma où «développement urbain» rime avec spéculation forcenée, l'accumulation va structurellement de pair avec la dépossession⁵.

En somme, les paysages urbains donnent de plus en plus à voir à l'œuvre la violence économique, écologique et symbolique des riches. Pourtant, les best-sellers des rayons «études urbaines» des libraires ont pour titre *The triumph of the city*, *Cities are good for you*, *Happy city*, *Pour des villes à échelle humaine* ou *Éco-urbanisme. Défis planétaires, solutions urbaines*⁶.

Pour ajouter encore au paradoxe, toute une série d'institutions prescriptrices de politiques urbaines (la Commission européenne, l'OCDE ou des firmes de consultance comme Mc Kinsey, notamment) martèlent que l'urbanisation du monde est la solution pour relancer l'économie, pérenniser les profits, protéger la nature et assurer la cohésion sociale. À une condition, néanmoins : que le gouvernement des villes fasse place à la gouvernance urbaine et à sa litanie de projets et de partenariats pour que, ainsi, chaque ville puisse devenir «créative», «innovante», «verte», «intelligente» (ou *smart*) et encore «résiliente». Le paradoxe de la dépolitisation des problèmes urbains contemporains est là, dans ce fossé entre les fantasmes martelés par ces discours normatifs et les réalités vécues par la grande majorité des citoyens.

Les paysages urbains donnent de plus en plus à voir à l'œuvre la violence économique, écologique et symbolique des riches.

D'où vient cette dépolitisation ?

Ouvrons d'abord un journal ou un poste de radio. Quand il est question de problèmes urbains – ce qui est en général plutôt rare –, le traitement journalistique proposé est superficiel et souffre de l'utilisation d'un langage particulièrement dégradé. On se trouve en effet habituellement plongé dans un bain de métaphores de la nature, comme s'il était devenu impossible de parler de la ville sans évoquer son « cœur » (c.-à-d. le centre-ville, généralement), ses « artères » (c.-à-d. des boulevards, des tunnels...), ses « poumons verts » (c.-à-d. des parcs, des bois, des jardins...) ou même son « âme » (c.-à-d. à peu près n'importe quoi). Dans la même veine, les opérations de rénovation de quartiers populaires anciennement industriels sont d'ordinaire présentées comme s'il s'agissait d'interventions médicales sur un corps souffrant : « panser les plaies » de la ville, « effacer ses cicatrices » ou même « soigner des cancers urbains ».

Ces formules toutes faites sont moins inoffensives qu'elles n'en ont l'air. À force de répétition, elles impriment dans les esprits l'idée qu'une ville fonctionnerait à la manière d'un organisme vivant, soumis aux lois de la nature et à des rythmes cycliques. La « vie » de la ville ne serait qu'une suite d'épisodes de « déchéance » et de « renaissance », de « dégénérescence » et de « régénération », sans autres causes que des forces naturalisées de développement ou de déclin, et sans autres mécanismes que le passage d'une phase à l'autre du cycle de vie du « corps urbain ». Les villes bougent, changent, mutent, grandissent ou trébuchent... ainsi va la vie... Voir l'œuvre de forces de la nature là où des décisions, des intérêts, des idéologies, des stratégies d'investissement ou de désinvestissement ou encore des logiques institutionnelles opèrent est la plus sûre manière de dénier toute dimension politique à la question traitée.

Penchons-nous à présent sur les documents produits par les agences ou administrations en charge des politiques d'aménagement urbain (brochures, sites web, présentations lors de séances d'information publique, etc.). Le langage, ici, est structuré par une série de mots-clefs qui reviennent sans cesse, d'un document à l'autre comme d'une ville à l'autre : équilibre et cohérence du territoire, qualité ou excellence urbaine, attractivité et rayonnement de la ville...

Le verbiage managérial semble y avoir définitivement pris le dessus : défi, innovation, modernité, connexion, cohésion, dialogue... Au lecteur de s'accommoder de cette « novlangue technométropolitaine »⁷ – aussi pauvre que stéréotypée – ou de passer son chemin. Tout ce discours semble n'avoir pour but que

de susciter d'emblée le consensus, plutôt que d'informer un public adulte sur les tenants et aboutissants des options privilégiées en matière de production des espaces urbains.

Les projets y succèdent aux projets, en matière de transport, puis de logement, puis d'environnement..., sans jamais souligner la moindre contradiction possible entre eux. Pourtant, est-il simplement concevable de prétendre réduire l'empreinte écologique de la ville tout en soutenant des politiques d'attractivité qui cherchent à capter toujours davantage de flux de personnes et de marchandises? Une ville « attractive à l'international » pour les touristes voyageant en avion peut-elle en même temps se prétendre « durable »? De même, peut-on à la fois vouloir « ramener de la mixité sociale » dans des quartiers populaires et en même temps y assurer le droit au logement des mal-logés déjà là? N'y a-t-il pas aussi quelque chose de profondément contradictoire à vouloir à la fois susciter des « effets d'entraînements » (ou des « effets de levier ») auprès de « partenaires privés » dans des quartiers rénovés par des programmes publics et, en même temps, y « lutter contre la spéculation »? Accoler deux objectifs n'a jamais fait disparaître magiquement les contradictions entre eux. Effacer ces contradictions de la discussion, ou faire comme si elles n'existaient pas est par contre un autre puissant levier de dépolitisation.

Dans les discours politiques, journalistiques, comme dans ceux de maints professionnels de la ville (urbanistes, architectes, consultants...), la dépolitisation des questions urbaines est encore renforcée par une forme de langage utilisée à tort et à travers : *la ville*. La ville se développe, la ville change, la ville s'engage... comme s'il s'agissait d'un tout homogène fondé sur une seule et même communauté d'intérêts, de besoins et d'aspirations. Les nouvelles technologies comme les piétonniers ou les grands événements sportifs seraient bons pour la ville. Il n'y aurait que d'éternels grincheux pour penser que certains y gagneraient beaucoup plus que d'autres, voire que d'autres pourraient y perdre beaucoup.

La ville, en ce sens, est une « métaphore perverse »⁸ qui finit par rendre invisibles les lignes de fractures, les divergences de vues et les rapports de forces entre les multiples groupes et catégories de citoyens. Cette propriété dépolitisante est d'autant plus pernicieuse que, comme aujourd'hui, les inégalités de classe se creusent, dans les villes particulièrement.

Les opérations de rénovation de quartiers populaires anciennement industriels sont présentées comme s'il s'agissait d'interventions médicales sur un corps souffrant

Le verbiage managérial semble avoir définitivement pris le dessus dans les documents produits par les agences en charge des politiques d'aménagement urbain

Enfin, ce climat de dépolitisation doit encore beaucoup à l'incursion de catégories morales dans les discussions sur les problèmes de la ville. La nécessaire critique des modèles urbains aujourd'hui en vue, la «ville créative», la «ville intelligente» et la «ville durable» en particulier, a en effet tôt fait de se cogner à un écran moralisateur. Qui osera se dire contre la «ville durable» passera pour un conservateur insensible à la crise écologique, voire un ami des embouteillages. Qui critiquera la «ville créa-

tive» sera promptement assimilé à un ennemi des arts et de la culture, opposé à «tout ce qui bouge et va de l'avant». Qui s'opposera à la *smart city* sera dépeint comme un réfractaire au progrès technologique, incapable de «vivre avec son temps».

Toujours suspectée d'une faute morale, la critique peine à imposer les questions qui permettent de révéler la substance politique des problèmes urbains : produire la ville pour (contre) qui, au nom de quoi et qui décide (ou pas)? Ces questions, pourtant, ont plus que jamais lieu d'être. Il est en effet symptomatique de constater à quel point ces figures dominantes de la modernité urbaine contemporaine ont en commun d'éviter toute référence à un contenu de classe. Leur imagerie est systématiquement lisse, rassurante et bien rangée, comme sortie tout droit du catalogue d'un marchand suédois de meubles à monter soi-même.

Ces modèles normatifs projettent l'image fantasmée de villes entièrement «moyennisées», c'est-à-dire exclusivement composées de «classes moyennes», à l'exception de quelques «très démunis» dont il est simplement impossible de nier l'existence. Il ne devrait plus être question d'inégalités, mais seulement de différences entre des styles de vie – jeunes cadres dynamiques ou artistes, cyclistes ou joggeurs, amateurs d'art moderne ou de musique du monde, etc.

Les classes populaires, par contre, semblent avoir disparu des radars et, avec elles, c'est la perception des dimensions spatiales des rapports de domination sociale qui s'efface⁹. Les inégalités entre les parties de la ville sont vues comme des «fractures» territoriales que des programmes *ad hoc* de «désenclavement» permettront de résorber, plutôt que comme des matérialisations d'une des divisions sociales de l'espace qui réservent les «beaux quartiers» aux groupes dominants et confinent les classes populaires (et une part croissante des classes intermédiaires, en proie à la précarisation) aux parties les moins prisées du territoire. En somme, la ville post-industrielle serait – et devrait être – une ville post-classe, et donc, naturellement, une ville post-politique¹⁰.

L'exemple de la gentrification

Dans *L'illusion du consensus*, Chantal Mouffe pose le « constat de notre incapacité à penser politiquement les problèmes auxquels nos sociétés font face. ... [Les] questions politiques ne sont pas de simples problèmes techniques susceptibles d'être résolus par des experts. En vérité, les questions politiques impliquent toujours des décisions qui exigent que l'on fasse un choix entre plusieurs options en conflit¹¹. Comme j'en ai défendu l'idée au début de ce texte, les questions urbaines sont à ranger parmi ces questions politiques qui peinent aujourd'hui à être pensées comme telles, au même titre, par exemple, que la question écologique.

Chantal Mouffe ajoute encore que « cette incapacité à penser politiquement est très largement due à l'hégémonie incontestée du libéralisme¹². » À nouveau, un lien peut être tracé vers les questions urbaines. Au cours des trois dernières décennies, en effet, la production des espaces urbains a été profondément teintée de (néo)libéralisme, même si toute autre influence ou tradition politique n'a pas été pour autant complètement effacée¹³. Les stratégies de gentrification figurent en bonne place parmi les traits saillants de cette « ville néolibérale ».

À la différence d'emblèmes comme la durabilité, la créativité ou l'intelligence urbaine, la notion de gentrification n'est pas d'emblée propice à l'installation d'un large consensus dans les débats. Elle risque, au contraire, de crispier plus d'un interlocuteur. L'idée même d'en parler est parfois balayée d'un simple revers de main – « je me suis toujours opposé à ce que l'on qualifie de « gentrification » l'installation dans Bruxelles de ménages à revenus élevés. Il faut de tout dans une ville, cela me semble évident¹⁴ ». Cas extrême, un chercheur allemand a même appris à ses dépens qu'utiliser la notion pouvait être retenu comme indice de sympathies supposées avec un groupe qualifié de « terroriste ». À la clef, dans son cas : trois semaines de détention préventive en régime d'isolement¹⁵.

De quoi parle-t-on ? Le plus souvent, la notion de gentrification sert à désigner l'appropriation de quartiers populaires par des groupes socialement mieux lotis que leurs habitants ou usagers ordinaires¹⁶. Plus ou moins rapidement, ces quartiers deviennent des parties de la ville prisées par des publics bien dotés en capitaux économiques ou culturels, les magazines *lifestyle* commencent à les trouver « branchés », les guides touristiques découvrent leurs cafés et restaurants « sympas » et des blogueurs se mettent à y faire le classement des meilleures adresses pour bruncher le dimanche. Pour les habitants et les usagers ordinaires des lieux, par contre, cette transformation à la fois matérielle, fonctionnelle

et symbolique de l'espace implique toute une série de préjudices : déménagements contraints par des hausses de loyers ou des ventes d'immeuble, blocages résidentiels, fermetures de commerces ou de lieux de socialisation familiaux, exclusions symboliques, etc.

Plutôt que de se féliciter de la «revitalisation» de quartiers «qui avaient bien besoin d'un nouvel élan», de leur «renaissance» ou encore de la «résurrection», la notion de gentrification pointe explicitement l'envers du décor : dans les espaces en voie de gentrification, nombreux sont ceux qui font les frais du réinvestissement. Pour cette raison, la gentrification nourrit aussi des vocabulaires de lutte, alors qu'on n'a jamais vu de tags «stop à la résurrection».

La gentrification est, depuis son origine, un concept critique, bâti sur une lecture en termes de classe de la production de l'espace urbain. On le doit à une sociologue marxiste, Ruth Glass, qui travaillait sur les transformations de quartiers centraux de Londres au début des années 1960, dans le *borough* d'Islington en particulier. Constatant les effets inégalitaires du réinvestissement de ces quartiers à l'époque encore largement ouvriers, Ruth Glass voulut forger une notion qui, dans son étymologie, pointerait explicitement le contenu de classe du changement à l'œuvre. Elle opta pour la racine «gentry», terme qui désigne une fraction des classes dominantes britanniques et qui, de plus, est souvent employé dans un sens ironique et péjoratif pour désigner des gens aisés, parce que «bien nés».

Telle qu'initialement posée, donc, la notion de gentrification ne se veut pas propice à une expertise neutre de «mutations» ou de «métamorphoses» urbaines plus ou moins naturalisées. Il s'agit, bien plus profondément, de donner à voir l'une des façons par lesquelles la domination sociale se matérialise et se perpétue au travers de reconfigurations de l'espace urbain – et tous les dégâts que cela engendre. En somme, la gentrification permet aujourd'hui de désigner ce qui se passe dans des quartiers touchés par des processus de réinvestissement en capitaux et en symboles qui impliquent un double mouvement d'appropriation (pour les uns) et de dépossession (pour d'autres)⁴⁷.

Pourtant, la notion de gentrification – dont l'usage a aujourd'hui largement débordé du champ académique – n'est elle-même pas épargnée par le climat post-politique entourant les questions urbaines contemporaines. C'en est déjà à un point tel que plus d'un expert plaide à présent pour considérer la gentrification comme une «dynamique positive», à encourager et encadrer plutôt qu'à décourager et (surtout pas) à combattre⁴⁸. En ce sens, le cas de la gentrification est symptomatique de la dépolitisation ordinaire des questions urbaines contemporaines. Il donne aussi à voir ce qui l'en coûte pour la réflexion et l'action.

Pour plus d'un commentateur, la gentrification de quartiers centraux d'habitat populaire dotés de caractéristiques «intéressantes» au plan architectural ou paysager serait simplement un phénomène «naturel», le cours «normal» et même inévitable des «villes qui gagnent» au 21^e siècle. Certains quartiers anciens se rénovent, de nouveaux habitants y arrivent et de plus pauvres s'en vont : la gentrification ne serait rien d'autre qu'un indice de (bonne) santé urbaine, un marqueur du «succès» de la ville. Inversement, l'absence de gentrification serait une marque d'échec ou de déclin¹⁹.

Beaucoup, aussi, abordent la question sous un angle moral, partant d'une antinomie totalement inepte, pourtant largement répandue : la gentrification ou le ghetto. Par exemple, à Bruxelles, on peut entendre que «le grand débat... est inévitablement la question de "l'envahissement" des quartiers populaires. [...] Il faut décomposer ce discours, sortir de la simplification qui dit que ceux qui sont "pour" un développement des quartiers sont automatiquement "pour" l'embourgeoisement, que ce sont des "gentrificateurs" et que les pauvres quartiers populaires doivent rester de pauvres quartiers populaires.» Ce discours est encore assez fort à Bruxelles, mais un tel manque d'ouverture paralyse toute initiative²⁰.

À défaut de «s'ouvrir» à la gentrification, il n'y aurait simplement aucun avenir souhaitable pour les quartiers populaires. Si ce n'est pas la gentrification, ce sera l'appauvrissement, le déclin commercial, la dégradation physique et environnementale... S'appuyer sur un tel faux choix aux lourds accents moralisateurs congèle d'emblée toute réflexion digne de ce nom : «vous n'êtes pas pour l'abandon et la mort des quartiers, tout de même?». S'opposer aux logiques de gentrification reviendrait à vouloir faire obstacle à l'aménagement d'une ville rénovée, consciente des enjeux écologiques du présent et autant soucieuse de ses performances économiques que de sa cohésion sociale. Déguisée en «revitalisation urbaine» – ou sous un autre avatar puisé dans la novlangue chère aux nouveaux managers urbains –, la gentrification se confondrait en somme avec l'intérêt général.

On voit ici clairement que la dépolitisation des questions urbaines empêche la possibilité de réfléchir à ce que peut être le contraire progressiste des formes dominantes de la production de l'espace urbain, c'est-à-dire, la possibilité de remettre en cause la version urbaine du *there's no alternative* chère aux partisans du capitalisme néolibéral. Le contraire de la gentrification,

Un chercheur allemand a appris à ses dépens qu'utiliser la notion gentrification pouvait être retenu comme indice de sympathies «terroristes»

ce n'est pas l'appauvrissement, la ghettoïsation ou la déglorie. Le contraire de la gentrification, c'est un projet d'amélioration et de renforcement de tout ce qui fait ressource pour les classes dominées dans les quartiers populaires (et au-delà), un droit à la ville populaire, en somme.



- 1 Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *La violence des riches* (chapitre 6 : «La ville comme champ de bataille»), La Découverte / Zones, 2013.
- 2 Razmig Keucheyan, *La nature est un champ de bataille. Essai d'écologie poétique*, La Découverte (Zones), 2014.
- 3 Gilles Pinson, «La gauche, la droite, les villes», *Métropolitiques*, 19 mars 2014 — en ligne sur www.metropolitiques.eu
- 4 La collection d'articles réunis dans le dossier «Shrinking Cities» de la revue en ligne *Métropolitiques*, 2017 — www.metropolitiques.eu/Shrinking-Cities.html
- 5 David Harvey, *The New Imperialism*, Oxford University Press, 2003; Andy Merrifield, *The New Urban Question*, Pluto Press, 2014.
- 6 Edward Glaeser, *Triumph of the City: How Our Greatest Invention Makes Us Richer, Smarter, Greener, Healthier, and Happier*, Penguin Press, 2011; Leo Hollis, *Cities Are Good for You: The Genius of the Metropolis*, Bloomsbury Press, 2013; Charles Montgomery, *Happy City: Transforming Our Lives Through Urban Design*, Farrar, Straus and Giroux, 2013; Jan Gehl, *Pour des villes à échelle humaine. Ecosociété*, Montréal, 2013 ; Jean Habrjens et Stéphanie Lemoine, *Éco-urbanisme. Défis planétaires, solutions urbaines*, Ecosociété, Montréal, 2015.
- 7 Jean-Pierre Garnier, «Petit lexique techno-méto-politain», Article 11, 18 janvier 2011 — en ligne sur www.article11.info
- 8 Peter Marcuse, «The city' as perverse metaphor», *City*, 2005, 9, 2, pp. 247-254.
- 9 Anne Clerval et Jean-Pierre Garnier (dir.), «Où est passé le peuple?», *Espaces et sociétés*, no 156-157, 2014.
- 10 Mark Davidson, Elvin Wyly, «Class-ifying London», *City*, 2012, 16, 4, pp. 395-421; Erik Swyngedouw, «The Post-Political City», in BAVO (Eds.) *Urban Politics Now. Re-imagining Democracy in the Neoliberal City*, NAI Publishers, 2007, pp. 58-76.
- 11 Chantal Mouffe, *L'illusion du consensus*, Albin Michel, 2016, p. 19.
- 12 Chantal Mouffe, *op. cit.*, p. 20.
- 13 Jason Hackworth, *The Neoliberal City: Governance, Ideology, and Development in American Urbanism*, Cornell University Press, 2006; David Harvey, *Le capitalisme contre le droit à la ville : Néolibéralisme, urbanisation, résistances*, Amsterdam, Paris, 2011; Max Rousseau, «Redéveloppement urbain et (in)justice sociale : les stratégies néolibérales de "montée en gamme" dans les villes en déclin», *Justice spatiale / Spatial Justice*, 6, 2014 — en ligne sur www.jsq.org; Gilles Pinson, Christelle Morel (éd.), *Debating the neoliberal city*, Routledge, 2017.
- 14 Interview de Charles Picqué, alors Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, *L'Écho*, 21 mai 2010.
- 15 Martin Kraickenbaum, «Un sociologue de Berlin incarcéré durant trois semaines. La science suspectée de terrorisme», *WSWS.org*, 6 septembre 2007.
- 16 Mais on peut parler aussi de gentrification de villages, de stations balnéaires, de médinas...
- 17 Cette définition est proche de celle proposée par Loretta Lees, Tom Slater, Elvin Wyly, *Gentrification*, Routledge, 2008 ou de celle proposée par Anne Clerval, Claire Colomb et Mathieu Van Criekingen, «La gentrification des métropoles européennes» in Denise Pumain et Marie-Flore Mattat (dir.), *Données urbaines*, 6, Paris, Economica, 2011, p. 151-165.
- 18 Anne Clerval et Mathieu Van Criekingen, «Gentrification ou ghetto?», décryptage d'une impasse intellectuelle», *Métropolitiques*, 20 octobre 2014 — en ligne sur www.metropolitiques.eu
- 19 Par exemple Philip Ball, «Gentrification is a natural evolution», *The Guardian*, 19 novembre 2014. La réponse de Tom Slater est salutaire — «There is Nothing Natural about Gentrification», *New Left Project*, 24 novembre 2014.
- 20 Point de vue de Wim Embrechts, animateur de «Platform Kanal», exprimé dans le rapport «Élaboration d'un plan directeur pour la zone du canal. Présentation des caractéristiques de la zone et synthèse des enjeux», *Architecture Werkroom Brussels*, 2011, p. 176.

Comment les Proctériens ont transformé Genève

Le dynamisme, la créativité et le pouvoir d'achat des cadres de la multinationale Procter & Gamble ont contribué à la création de nombreux restaurants, bars et start-up. Les autorités se réjouissent de cet essor, tandis que certains regrettent la «gentrification» de la métropole.

Par Julien Calligaro

Mercredi, 19h30. La terrasse du Chalet Bianco, dans le quartier des Eaux-Vives à Genève, est bondée. Mobilier en bois, structures en métal et ampoules tombantes en guise de lampes: le lieu revendique son inspiration des bars de grandes capitales. Côté cuisine, quelques plats soignés à la carte, et des tapas pointus. L'établissement a ouvert en octobre 2015 et ne désemplit pas depuis. Ici, la clientèle en chemise (avec ou sans cravate) vient surtout pour l'afterwork. «Nous voulions ouvrir un restaurant moderne et international», explique Michele Marchini, un des quatre fondateurs.

Cet Italien d'origine est venu s'établir en Suisse en 2000 après avoir été engagé au département marketing de la multinationale Procter & Gamble (P&G). Il se souvient d'un grand décalage entre la diversité de l'offre genevoise en matière de restauration et l'augmentation du nombre d'expatriés à cette époque: «Il n'existait que peu d'établissements branchés proposant de nouveaux produits, tels que l'on pouvait en voir à Londres ou Milan. Nous avions le choix entre les grands hôtels de luxe et les pizzerias conventionnelles. Certains d'entre nous préféraient donc passer le week-end à l'étranger plutôt qu'à Genève, ne trouvant pas d'endroits où sortir.»

Aujourd'hui, le paysage genevois en matière de restauration n'a plus rien à voir avec celui des années 2000. Bars à vin, «food trucks», magasins de donuts et autres livraisons à domicile de plats bio essaient et donne à la ville une empreinte toujours plus internationale. Bon nombre de ces établissements ont été ouverts par d'anciens salariés de P&G.

Intégrer les expats

Le nombre d'employés de P&G à Genève a massivement augmenté à partir de 1999, date à laquelle la ville est devenue le siège pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique de la multinationale spécialisée dans les biens de consommation courante. Pour l'occasion, le géant américain déménage dans les 45'000 m² de l'ancien siège SBS au Petit-Lancy. P&G compte alors 250 employés. Deux ans plus tard, mille collaborateurs viennent s'y ajouter. En 2013, leur nombre atteint 2800, ce qui hisse la multinationale en troisième position des plus gros employeurs du canton.

Cette nouvelle tribu, rapidement baptisée «Proctériens» par les Genevois, a nécessité une organisation importante. Il a notamment fallu trouver des centaines de logements, ainsi que des places dans les écoles et les institutions de la petite enfance. «P&G a conclu des partenariats avec des crèches locales, indique Eliane Brigger, responsable de la communication pour le siège de Genève. Dans les communes de Lancy, Genève et de France voisine, plus de 100 familles en bénéficient aujourd'hui.»

L'intégration des expatriés était également nécessaire. Quelque 70 nationalités se côtoient au sein de l'entreprise. Nir Ofek, 41 ans, venu d'Israël en 1999 pour travailler chez P&G, s'en est vite aperçu. «Quelques mois après être arrivé à Genève, je me suis rendu compte qu'il n'était pas facile de se faire des amis en dehors de l'entreprise. Les 'vrais' Genevois et les expatriés ne se mélangent que peu: ce sont deux mondes très distincts.» L'année de sa venue en Suisse, Nir Ofek décide de créer Sindy.ch, un groupe dédié à l'organisation de soirées pour les expatriés. Le succès de la première fête dépasse toutes ses attentes: près de mille personnes viennent, alors que les organisateurs en attendaient 200. Fort du succès de Sindy.ch, Nir Ofek lance en 2006 Glocals.com, un réseau social ciblant là aussi les expatriés. Son but: partager un verre de vin ou passer une journée à la montagne en compagnie d'autres expatriés de toute la Suisse. Le réseau compte aujourd'hui 120'000 membres, dont 70'000 rien qu'à Genève. Même s'il ne travaille plus pour P&G depuis 2007, Nir Ofek continue d'organiser des soirées par le biais de Sindy.ch. Certaines

d'entre elles attirent encore jusqu'à 2000 participants, comme récemment au Théâtre Pitoëff.

Innovations de l'étranger

Selon Nir Ofek, les attentes des expatriés en matière de service expliquent en partie le caractère cosmopolite que revêt Genève aujourd'hui. «Ils ont souvent beaucoup voyagé et ont donc une multitude de points de comparaison. Les établissements genevois ont dû améliorer leur service et changer leurs produits pour satisfaire cette clientèle.»

Un changement que les Proctériens ont accompagné. Les initiatives dans les domaines de la restauration et des services les impliquant sont nombreuses à Genève. Elles ont souvent un point commun: l'importation en Suisse d'une idée venant de l'étranger. Nicholas Richmond a par exemple lancé Hoppbox début 2016, une boîte contenant des en-cas pour la semaine, conçus par une nutritionniste et livrable chez soi ou au travail. Avant de développer son produit, ce Franco-britannique de 34 ans, ancien employé de P&G, a regardé ailleurs: «J'ai remarqué que le concept fonctionnait bien dans les pays anglo-saxons. Le vrai challenge a été de l'adapter au marché suisse et de convaincre les consommateurs de son utilité.»

Idem pour NonStop Gym, ce réseau de clubs de fitness low-cost ouverts 24h/24 7j/7: de tels centres étaient déjà présents en Suède, d'où vient sa fondatrice Ellen Berg. «Les services en dehors des heures de bureau sont plus développés en Suède qu'en Suisse. Il est commun d'aller faire ses courses le dimanche ou son fitness la nuit.» NonStop Gym a ouvert sa première salle en 2014 dans le quartier de la Servette. Aujourd'hui, le club en compte trois à Genève et une à Lausanne.

Fibre entrepreneuriale

Autre dénominateur commun des business lancés par d'ex-employés de Procter & Gamble dans la restauration: une carte réduite proposant des produits sains. Hoppbox et le Chalet Bianco en sont deux exemples.

A ceux-là vient s'ajouter The Hamburger Foundation, créé par trois amis d'enfance. L'un d'eux, l'Anglo-genevois George Bowring, a travaillé trois ans pour la multinationale américaine avant de se rendre compte que son travail ne lui plaisait plus. Les trois amis ont commencé par lancer un «food truck» en 2012. Puis ont ouvert un restaurant dans le quartier des Pâquis en 2014. A la carte, trois hamburgers seulement. «Nous avons limité le choix de produits car nous recherchons avant tout l'authenticité», explique George Bowring. Selon lui, encore trop peu de restaurants à Genève proposent un concept 'mono-produit', alors que la tendance est grandissante à Londres par exemple. Au fond du restaurant se cache un bar à huîtres: avec là aussi seules trois sortes à choix.

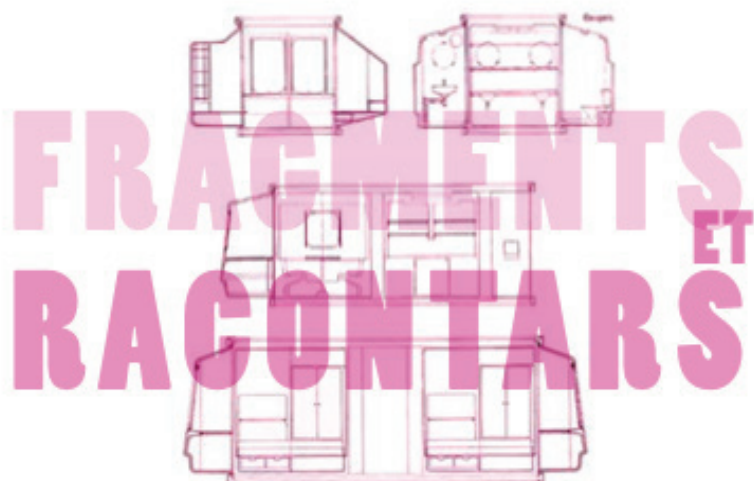
Comment expliquer que tant d'établissements soient ouverts par d'anciens Proctériens? «L'employé de chez P&G a le profil-type d'un entrepreneur, explique George Bowring. Il est jeune, ambitieux et a beaucoup voyagé. De plus, l'entreprise décline ses produits partout et vers tous les publics, ce qui permet d'acquérir une très bonne formation en marketing.» L'ex-salarié de la multinationale a également ce qu'un jeune patron lambda n'a pas forcément: des moyens. «Les salaires sont confortables, ajoute George Bowring. Cela permet d'avoir les fonds nécessaires pour bien se lancer.»

Gentrification

Le maire de Genève, Guillaume Barazzone, dit accueillir de telles initiatives de manière très positive: «Ces endroits modernes et innovants participent au renouveau de l'offre genevoise en matière de restauration. Genève est une ville tournée vers l'international: elle se doit d'être attractive.» Même son de cloche positif du côté de la Société des cafetiers, restaurateurs et hôteliers de Genève. «Les restaurants doivent ressembler aux habitants du canton, dit Laurent Terlinchamp, président de l'association. Dès lors qu'il y a une demande pour ce type d'établissements, il est tout à fait normal qu'ils existent.»

Certains regrettent pourtant cette tendance: «La ville tend à se configurer de plus en plus à travers les gens qui possèdent les moyens financiers, explique Luca Pattaroni, docteur en sociologie et chercheur au laboratoire de sociologie urbaine de l'EPFL. Les personnes les plus aisées peuvent facilement se saisir de l'espace urbain au détriment d'autres populations.» Il cite notamment les quartiers des Pâquis ou de Saint-Gervais dans lesquels «d'anciens restaurants disparaissent». Paule Mangeat, écrivaine genevoise et Pâquisarde, a les mêmes inquiétudes: «Certains tenanciers de bistrots n'ont plus les moyens de payer leur loyer trop élevé et sont contraints de mettre la clé sous la porte. Tandis que les expatriés plus aisés peuvent facilement reprendre les lieux. Il faut éviter que les endroits internationaux aient le monopole dans des quartiers entiers, au risque de nuire à la diversité de la ville.» Genève est-elle en passe d'être gentrifiée? «Elle l'est déjà, répond Luca Pattaroni. L'ouverture de tels établissements y a sans doute contribué.»

Article mis en ligne le 2 août 2016, Julien Calligaro, Largeur (entreprenariat, kapital) : <https://largeur.com/?p=4711>



TOUT POUR TOUT.E.S ! SOLIDARITÉS RADICALES EN GALÈRE DE LOGEMENT

« SI LES FEMMES S'Y METTENT, ILS VONT VRAIMENT AVOIR PEUR »

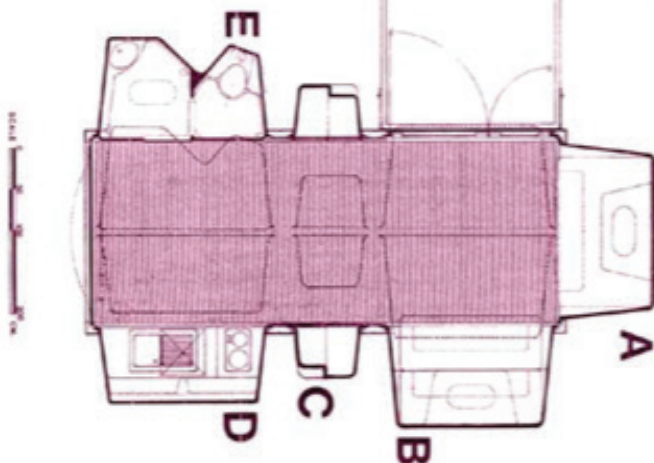
Ça se passe chaque vendredi, sous la neige comme en plein mois d'août. Je ne viens pas toutes les semaines, mais c'est quand même devenu un moment très important pour moi. On y parle logement, santé, prison, école, famille, grand malheurs et petits plaisirs, on s'y propose des coups de main et on planifie la prochaine action collective. C'est la réunion du « Gang des Femmes ».

Au départ, une amitié entre deux femmes, Meïssoum et Maïssa, l'une veut quitter son appartement inchauffable depuis dix ans, l'autre vit les pieds dans l'eau et des moisissures sur tous les murs. Toutes deux sont en logement social, dans une ville aux mains des « communistes » depuis la guerre. L'une est marocaine, l'autre est française, née marocaine en Algérie. L'une sait lire et écrire le français mais répète qu'elle ne sait pas, ou en tout cas pas assez. L'autre ne sait ni lire, ni écrire et elle n'a pas eu beaucoup d'occasions de parler français. Elle se lance avec des mots timides, cherche le soutien de son amie pour traduire. Toutes deux sont soixantaines, pauvres, mères et grands-mères de nombreux enfants, dans leur quartier et ailleurs. Nous nous retrouvons à quatre dans un café associatif à deux pas de chez elles. Elles, avec des demandes de logement social aux cases vierges, nous, avec nos stylos et nos coups de lesbiennes trentenaires. Quatre ans plus tard, nous sommes toujours ensemble dans le Gang des Femmes, avec de nombreuses autres complices.

Cette première rencontre, à l'automne 2008, c'est Mounir, le frère de Maïssa, qui l'avait provoquée. Il nous avait attendues, sur le trottoir devant le local où nous nous réunissons. « Nous », ramassis de militant.es en lutte pour le logement depuis 2003, anarchistes, marxistes ou tout juste énervé.es, jeunes pour la plupart, vieilles pour quelques-unes, parfois diplômé.es mais le plus souvent au chômage, blanc.hes en majorité, féministes pour certaines, autonomes autant que possible. Mounir avait ce profil de vieux du quartier, démarche chancelante d'ouvrier à la retraite qui passe ses journées au café, regard mi-usé mi-malicieux et tout le monde qui le salue. Il m'avait proposé une cigarette et on était resté.es à discuter dressé.es sur la marche : « Ici, dans le

- A : Outils parents.
- B : Outils enfants.
- C : Rangement.
- D : Cuisine.
- E : Soin/air.
- F : Toilette.

TRAGMENTS ET RACONTARS



quartier, c'est là merde pour tout le monde et y'a personne qui bouge. Alors moi, je vous ai vues taumer, j'ai observé votre groupe et j'ai réfléchi : j'ai vu que vous étiez plein de femmes et je me suis dit, là, si les femmes s'y mettent, ils vont vraiment avoir peur ! Mais vous réunir dans le quartier, ça ne suffit pas : dans ce bar, avec les hommes, elles ne viendront pas. C'est pour ça que vous devez faire des réunions entre femmes. Je te donne le contact de ma sœur, de ma nièce, de ma voisine... appelle-les. » — « Mais tu crois qu'elles ont envie... » — « J'en suis sûr : avec les femmes ça va bouger ! ».

CE QUI CHANGE POUR UNE, DOIT CHANGER POUR TOUTES.3

Et nous voilà attablées. Elles veulent de l'aide pour accéder à un logement : nous cherchons avec qui bouger sur les problèmes de logement. On parle de la paperasse pour compléter leur dossier, on se pose timidement des questions sur nos vies. Aucune ne sait répondre aux questions du formulaire, il faut se revoir. Elles ne sont pas très à l'aise au café, à l'étroit et sous le regard de tous. Un rendez-vous dans un appartement ? Non : il est trop tôt pour ouvrir sa porte à des inconnues. Nous demandons une salle à la MJC et ça marche. On y apporte de quoi se nourrir les unes les autres, tartes au chocolat et galettes de semoule. « Tu peux venir laver ton linge chez moi, ma chérie », « On vient mardi prochain pour ton déménagement ». Nous sommes quatre femmes, puis cinq, puis six. Des amies, des voisines, des squatteuses, des baroudeuses. On s'approche. Remplir encore un dossier. Prendre un rendez-vous chez l'assistante sociale. Écrire une lettre. Meïssour raconte ses parents paysans, son enfance à la ferme. Paula, Carine et moi expliquons les squats, les coupes de cheveux « pas très féminines », le lieu collectif à la campagne, la débrouille et nos vies collectives bizarroïdes. Marise explique mille fois comment fonctionne le logement d'urgence à la préfecture et l'attribution des logements à la mairie, tout en marcelant qu'on doit organiser des week-ends de formation pour partager tout ça. On parle de nos parents, du choix de ne pas travailler. Curiosités et méfiances. Carine explique qu'on n'est pas des travailleurs sociaux, qu'on est aussi dans des galères de logement et que c'est plus facile à plusieurs. Florence nous dit qu'elle craque, qu'elle n'est pas allée voir son

assistante sociale depuis deux ans mais que là, elle est enceinte de six mois et qu'elle va se faire expulser. On discute des moyens d'accéder à l'aide financière du Conseil Général sans passer par l'A.S., on partage nos expériences d'humiliation et de pétage de plombs au Centre Social. C'est notre premier tract : parler des travailleurs sociaux et de leurs conditions de travail merdiques, mais surtout dénoncer ce climat de culpabilité diffuse ressentie par chacune, revendiquer les aides sociales comme un droit et non pas comme une générosité de l'État. Les idées fusent par-dessus le café : refuser ces parcours de combattantes, ces manières d'être maternées, contrôlées, rabaisées. Pouvoir choisir de faire les démarches ou pas, par nous-mêmes ou en étant aidées — avec respect et non comme des parias. Je prends des notes pour celle qui « rédigera ». Nous élaborons petit à petit notre mode opératoire collectif : toujours s'appuyer sur les situations concrètes des femmes du groupe pour résoudre les problèmes des unes et des autres, mais en y cherchant une portée générale, afin que ce qui change pour une, change pour toutes et tous.



« FAUT FAIRE L'ACTION ! »

Et Maïssa lance « Faut faire l'action ! J'ai attendu 21 ans dans un logement trop petit et insalubre. Un jour, on a fait l'action avec l'association des chômeurs et le tété. Ils m'ont relégué direct ! Ben, leur proposition ne m'intéressait pas mais j'ai accepté, parce qu'ils avaient promis que ce serait temporaire. En fait, c'était pour me faire taire ! L'action, c'était il y a dix ans et j'attends toujours mon logement définitif... rien ne bougera sans une nouvelle action ! ».

Sur ce coup-là, forcément, je m'enthousiasme ! J'étais là sur la pointe des pieds, sans oser dire trop fort que je ne croyais pas aux pétitions et à la concertation avec les élus locaux. Et voilà que cette femme appelle à l'action collective, elle parle de pression, de blocage. Elle parle d'action directe. Nous sommes plusieurs à prendre la balle au bond : ok pour l'action ! Nous réfléchissons nos cibles, nos objectifs et la stratégie. Tout est rapide, quelques semaines à peine car il ne faut pas laisser traîner. Nous occupons la Mairie, puis le Conseil Général à quarante, nous faisons collectivement la tournée de tous les bailleurs sociaux, entrons à quinze chez le député, arrachons le micro devant une assemblée de 300 travailleuses et travailleurs sociaux rassemblés pour les « vœux de nouvelle année » et leur offrons notre colère et nos larmes. Entrées fracassantes, cris et blocage de portes, déploiement de matelas, de tracts et d'enfants. Nous voulons rencontrer les responsables, nous connaissons leurs noms, leurs services, nous leurs demandons de régler chaque dossier, précisément, nous voulons la liste de tous les logements vides, nous voulons qu'ils organisent des réunions, qu'ils prennent des engagements. Parfois, nous en sortons cassées, méprisées et déçues. Mais souvent, nous nous sentons fortes ensemble, nous arrachons un par un des appartements pour celles qui en veulent, nous sommes venues dans le quartier et d'autres femmes nous rejoignent à la réunion hebdomadaire, qui nous racontent comment elles ont fait pression toutes seules, en menaçant « de revenir avec l'association ».

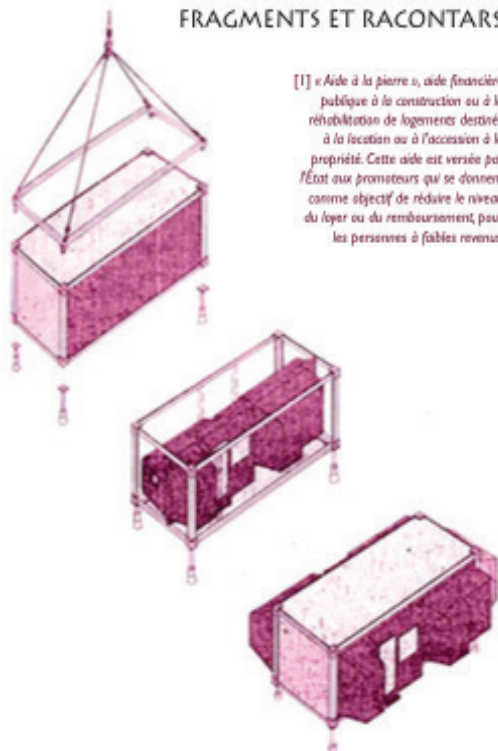
À LA RECHERCHE DE LA RADICALITÉ

La « radicalité », je ne sais plus trop ce que c'est. L'idée de s'opposer frontalement au système, de refuser les compromis réformistes et le simple aménagement du (moins) pire ?

Quand « nous voulons tout », que « nous sommes fières et fortes et en colère » et que « seule la lutte paye », je trouve cette radicalité. Ces slogans me sont familiers, ils sont dans le top ten du bréviaire de l'anarcha-féministe. Mais derrière les slogans se dessinent des objectifs beaucoup plus pragmatiques : obtenir des papiers pour Meïssoum avant de s'attaquer au problème de son appartement insalubre, acquérir un meilleur logement pour Maïssa, Aylin, Fabinta, Thioumbane, Denise et Raza, empêcher l'expulsion de Florence et aider Yasmina à rester chez elle avec son plus grand fils contre l'avis du reste de sa famille. Et pour toutes, pouvoir simplement vivre tranquillement. La radicalité, est-ce prendre les choses « à la racine », penser les bases du système ? Ou bien partir de nous, de ce qui nous préoccupe intimement ? Sans doute les

deux. Mais la difficulté, c'est que Maïssa attend depuis plus de vingt ans, que la santé de Meïssoum se dégrade vraiment vite, que Florence, toujours expulsable, a accouché la semaine dernière, que Thioumbane vit dans un deux-pièces sans chauffage avec son mari et sept enfants et que les trois squatteuses parmi nous ont été expulsées la semaine dernière, sans parler de toutes les autres. On est sur le point de se battre pour décider quel est le cas le plus prioritaire, et puis on se raisonne, on se dit qu'on va y aller pas à pas et cas par cas, et qu'on va se tenir fortes ensemble. Chaque fois que l'une d'entre nous, après avoir obtenu son logement, revient à la réunion « pour lutter pour les autres », je ressens que ces mille bagarres nous politisent. Nahla regarde le député bien en face et lui balance : « Vous n'allez pas nous endormir en nous faisant des propositions séparément : ici, on lutte toutes ensemble, on n'a pas de secret les unes pour les autres. Et d'ailleurs, quand on en aura fini avec le logement, je vous parlerai de mon neveu et des conditions de détention à la prison. Et elles vont toutes rester avec moi pour cette discussion ».

Mais je doute à nouveau de notre radicalité, parce que nos tracts revendiquent « un meilleur système d'attribution des logements sociaux », « la baisse des factures de fluides et de meilleurs systèmes de chauffage », « l'augmentation de l'aide à la pierre »^[1] et « la reconnaissance des besoins spécifiques aux mères et grand-mères de familles nombreuses » : petit à petit, nous nous familiarisons avec les détails de la machine et formulons des propositions précises et fines, « pour que ça tourne mieux ». Comme si nous voulions rentrer dans la négociation du détail plutôt que d'ébranler l'ensemble. Je nous sens timides et tièdes. Certaines proposent à Marise d'être leur « présidente » ou décrètent ne rien pouvoir faire sans les blanches du groupe. Je mesure à quel point nous sommes acquiescées à l'autorité, pourvu que celle-ci paraisse « juste ». Marise rentre dans une de ses fureurs terribles, elle tonne qu'il n'y a aucune cheffe ici, bon sang ! Elles répondent que c'est comme ça que ça marche et crient et se taisent et nous sommes encore au bord des larmes. Et il y a parfois tellement de joie à la sortie d'un rendez-vous où un élu « nous a bien traitées » que je nous sens impuissantes, micro-citoyennes soumises à la reconnaissance des autorités.



[1] « Aide à la pierre », aide financière publique à la construction ou à la réhabilitation de logements destinés à la location ou à l'accèsion à la propriété. Cette aide est versée par l'État aux promoteurs qui se donnent comme objectif de réduire le niveau du loyer ou du remboursement, pour les personnes à faibles revenus.

Cette semaine Nahla est plus remontée que jamais : « Le mari de ma voisine, il est arrivé dans le bureau de l'élu et il a fracassé l'ordinateur par terre. Et ben il l'a eu direct, son appartement ! Moi, je vais faire pareil : je vais l'aborder gentiment, j'aurai l'air calme et poli, et puis au premier mot de travers, j'explode son ordi et je m'enchaîne au radiateur ! ». Je sens la chaleur sur mes joues, je ressens sa rage mais je raisonne : « Fais gaffe à toi : ils t'ont dans le climatiseur par rapport à la garde des enfants... peut-être qu'il faut réfléchir à une action un peu plus... ». Impression de calmer le jeu. Quelques semaines plus tard, c'est Hosnia et Meïssoum qui explosent : elles n'en peuvent plus, elles ont décidé de ne plus payer leur loyer. Même enthousiasme de sentir que les choses décollent, qu'on ne se sent plus soumises à rien. Je brûle de leur raconter ce que j'ai lu sur les grèves de loyers dans les années soixante-dix... mais mon discours est tout autre : « Attends : faut s'organiser d'abord... si tu arrêtes de payer toute seule, tu vas t'en prendre plein la tranche... faut qu'on monte une caisse de grève, faut que plusieurs familles s'y mettent en même temps... — Je m'en fiche ! rétorque Meïssoum, si personne ne me suit, je fais la grève de la faim, toute seule ! ». Et cette fois, nous sommes plusieurs à la dissuader : « C'est peut-être un peu trop radical, il y a d'autres actions à tenter avant, tu as quand même de sérieux problèmes de diabète... et puis si tu commences une grève de la faim, il faut qu'on t'entoure, qu'on se prépare à être avec toi tout le temps que ça durera... et ce n'est pas possible les trois mois qui viennent pour plusieurs d'entre nous : on a des engagements ailleurs ». La grève des loyers est remise bien au fond du tiroir, elles ne la proposeront pas avant une nouvelle montée de rage. Moi qui me pensais plus radicale et déterminée que beaucoup, je me découvre artisan de l'apaisement. Je mesure que leur désespoir est sans commune mesure avec le mien. Je sais que je n'assumerai pas avec elles jusqu'au bout, que je ne m'installerais pas 24/24 dans le quartier pour suivre leur colère. Je tempère, je modère, c'est moi la tiède.

TRAVAIL SOCIAL, SOCIALE-TRAÎTRISE ?

« Université, terre d'Asile. Projection à 19h30, vendredi 4 février 2011

Printemps 2005 : neuf familles de demandeurs d'asile, primo-arrivées en France, sont expulsées des foyers où elles ont passé la fin de l'hiver et se retrouvent sans solution de logement avec leurs enfants. Un collectif de militants les prend en charge et les installe dans une salle de l'université de Tours en rappelant aux pouvoirs publics l'obligation légale qu'ils ont de les loger. Cette occupation, envisagée comme moyen de pression temporaire, va s'étirer dans le temps. En attente de solutions pour les familles, une vie s'installe dans la faculté au rythme des assemblées générales, des menaces d'évacuation policière, des négociations avec les différents représentants du pouvoir. Et ce, autour de réflexions sur le sens qu'on donne au mot « politique ».

Un film pour parler de nos pratiques militantes, entre travail social, travail politique et humanitaire. »^[1]

Comme souvent, la salle d'activités du squat est à la fois chaleureuse et frigorifique. Nous sommes plus d'une cinquantaine emmitouffés et attentifs. Le public, à l'image de celles qui organisent la projection (blanches et extérieures au quartier), est constitué d'amis.es – et néanmoins camarades –, majoritairement militant.es, du centre-ville et des classes moyennes. Beaucoup ici se bagarrent sur le terrain des « droits sociaux » : accéder à des logements, à des papiers, à des aides sociales, etc. Et toujours la même tension : trouver des

solutions immédiates à des situations intenable, sans oublier la lutte contre le système entier. On parle de l'épuisement qui vient avec la succession des détresses, le sentiment de se faire aspirer en entier, parce qu'on rejette la distance gestionnaire avec laquelle les « professionnelles » se protègent. On répond par la rage de continuer, parce qu'on ne va pas se détourner des gens qui crévent ici et maintenant. On évoque l'ornière de l'action humanitaire, les grosses associations adoubees par l'État et qui prolongent des poli-

tiques publiques lamentables par leur dégueulasseries de terrain. On reconnaît que les situations concrètes justifient de nombreux compromis, mais on se rappelle la nécessité de garder des positions exigeantes.

« Il faut rejeter le travail social en bloc, rappeler sa vraie fonction, qui consiste à faire de la pacification et du contrôle social !

– Mais si nous avons les salariés contre nous, nous allons perdre ! Nous devons faire des ponts !

– Est-ce que tu fais des ponts avec des gens qui travaillent contre toi ?



[2] Université Terre d'Asile, un film documentaire de Franck Wolff et Brice Kortmann, 2007, 94 minutes. VO française et VOST anglais et espagnol. <http://www.lesfamilledegitale.org>

– Tu te trompes d'ennemi : nous ne devons pas confondre les institutions et leurs salariés : nous avons tout à gagner à faire alliance avec les travailleurs, à faire comprendre que nous nous sentons solidaires de leurs conditions de travail, que nous savons qu'ils rencontrent les mêmes problèmes de logement, d'endettement, etc.

– Les flics aussi, peuvent avoir des problèmes de logement, et je ne vais pas en faire mes alliés pour autant...

– Mais justement ! On veut penser un système juste pour tout le monde : je ne m'allierai jamais avec des flics, mais je lutte pour que tout le monde ait accès à un logement, même des flics ! ».

Peur de se tromper, de ne pas se situer du bon côté. Peur de ne servir à rien, ou de servir le système. Peur de s'user pour rien et de s'en tirer à bon compte. Le mot-clé pour échapper à cette angosse est la « solidarité collective » : vivre des moments intenses, fabriquer du lien, du sens, de la force. Remporter des petites victoires de terrain, avec la vague idée qu'on se retrouvera ensemble dans la rue pour leur arracher plus, et que nos expériences communes nous auront un peu aguerries.



[3] Initiation à une rencontre sur le logement lancée par une association insérée sur le terrain de la « démocratie participative [ajout pour but] le développement de nouvelles formes de citoyenneté et de solidarité par des ateliers urbains, des études-actions, des programmes d'aménagement, des interventions urbaines, etc. »

12 janvier 2012

« Salut Bernard !

J'ai donc parlé de ton invitation^[1] à la réunion du Gang des Femmes. Nous en avons, au final, assez longuement discuté, pour finir par décider que nous ne viendrions pas.

Nous sommes depuis plusieurs années impliquées dans des luttes autour du logement, où nous nous confrontons en permanence aux pouvoirs publics, aux institutions, aux professionnels mais aussi à un certain nombre d'asso. Nous sommes toujours heureuses de croiser d'autres personnes qui bataillent sur les mêmes sujets (et même sur d'autres !) et ne doutons pas que ce soit le cas d'une partie des participantes à votre initiative, mais nous nous posons à chaque fois la question du contexte dans lequel se passent ces rencontres.

En l'occurrence, vos propositions nous posent vraiment question, voire problème. Elles nous replongent dans l'impasse des initiatives de « participation citoyenne » dans lesquelles nous avons le sentiment de faire de la figuration (ou d'être des cautions), en tant que « vrais gens de la vraie vie, qui luttons authentiquement ». Quel que soit le temps de parole qu'on nous accorde dans

ce type de débats, il nous semble que ce qui est retenu principalement est « le fait d'avoir participé, ce qui prouve que la démocratie fonctionne », et ceci pour appuyer des orientations de politiques sociales que nous combattons en réalité. Pour nous, ces initiatives citoyennes s'inscrivent donc dans cette grande fable, selon laquelle les institutions actuelles seraient capables de démocratie, fable basée sur la place illusoire donnée aux « citoyens » (avec des cadres d'expressions limités, sans pouvoir sur l'ordre des choses ou si peu - et alors que beaucoup de gens ne sont pas et ne veulent pas être citoyens). Nous pensons aux conseils consultatifs de secteurs, aux commissions nationales pour le débat public, aux concertations des habitantes et aux nombreuses asso qui organisent dans leur sillage des forums, des réunions, des consultations, des débats, des expos, des rapports, etc. À notre sens, ces initiatives amoindrissent les rapports de force et délégitiment les autres prises de paroles et actions directes, celles des gens qui ne savent pas ou mal parler, écrire, qui ne sont pas propres, pas contents, impressionnés, fatigués, énervés. Faire de la « capacitation »

pour pouvoir être de bonnes figurantes et rentrer dans les statistiques ne nous intéresse pas. Nous ne voulons pas sous-entendre que les débats que vous mènerez seront inintéressants, mais nous avons peur de l'instrumentalisation de notre présence pour une toute autre fin qu'un simple « débat intéressant ». Dans les rapports de force directs, nous nous « mettons en capacité », bref, nous reprenons prise sur les choses, prenons la parole et contribuons à transformer le monde, d'une manière qui nous semble vraiment moins du flan que les « débats citoyens ».

Ainsi, pour nous confier à un certain nombre d'acteurs du logement social, nous préférons mieux choisir les modalités de la rencontre. Nous sommes curieuses de comprendre si vous pensez votre action comme un accompagnement, un infléchissement ou une remise en cause des politiques existantes, et dans quelle mesure vous cautionnez ou non « la démocratie citoyenne, participative etc. ». Nous espérons que vous compreniez notre méfiance.

À une prochaine sans doute, CC., pour le Gang des Femmes »

« C'EST SUPER CE QUE VOUS FAITES »

Et puis je croise un ami impliqué dans une salle associative : « C'est vraiment génial, ce que vous faites avec le Gang des Femmes ! On s'est mêlés pour vous soutenir : si ça vous tente, on vous file les billets du prochain concert ! ». Proposition similaire de la part d'une bande de copines en tournée théâtrale. Et puis une caisse qui tourne pendant une grève. Et même des membres du NPA qui se pointent à notre réunion, nous offrant du fric et un plan photocopie.

Notre réputation n'attire pas uniquement les soutiens financiers : les « médias alternatifs » défilent et toujours le « Ah, c'est vraiment super ce que vous faites ! » – sous-entendu « en tant que groupe implanté pour de vrai dans un quartier, en lien avec des vraies personnes du vrai peuple prolétaire, des vraies personnes pas blanches, des vraies femmes dans des vraies galères avec leurs vrais enfants et leur conjoint en taule... ». Toute cette authenticité serait un gage de subversion et de radicalité en soi. Plus in que le Gang des Femmes, tu meurs.

Nous nous précipitons aux interviews, nous remercions pour les soutiens et nous snobons le NPA en période électorale. Nous sommes fières de nous sentir connues et admirées, nous avons besoin de ces retours pour sentir notre lutte légitime. Mais j'ai l'impression que nos courbettes sont trop propres et nos sourires figés. Je bafouille que « ou, c'est super » mais que « ce n'est pas si simple ». Elles verraient la cacophonie qui règne dans nos réunions, comme ça cris, ça coupe la parole, ça fait du chantage affectif, ça passe du coq à l'âne... Elles verraient comme nous doutons, comme nous sommes fatiguées, paniquées, déprimées, jalouses, honteuses. Elles sauraient à quel point nous nous en voulons souvent d'être si peu nombreuses, si éparpillées, partagées entre la déception et l'inquiétude de ne plus voir certaines d'entre nous le vendredi. Je suis pas sûre de vouloir tout révéler ni tout mystifier : appréhension de l'exocitation, d'une admiration déplacée pour les si vaillantes femmes indigènes. Et c'est mon amertume qui parle, à force de sentir tant d'enthousiasme à distance mais si peu de mes habitudes. Les camarades pour s'investir dans le collectif ou participer à d'autres initiatives similaires.



UN CHEMIN COMMUN ?

Réunions du vendredi, actions dès que possible, matinées au jardin, après-midi en cuisine... nous passons des heures à débattre. Officiellement, on parle galères de logement. Mais il ne nous faut pas longtemps pour décréter le local « pour toutes les femmes et tous les sujets de la vie ». Et bien sûr, sur tous les sujets de la vie, nous sommes souvent en désaccord, nos préoccupations sont décalées. Prostitution, avortement et contraception, violences conjugales, lesbianisme et transgenres, prison, éducation, maladies, surendettement, souffrance au travail, élections, luttes paysannes, politique européenne, régime des frontières, harcèlement policier... nos morales et nos préjugés s'entrechoquent durement. Nos accrochages ont quelque chose de passionnant et d'épuisant à la fois. Hania détourne la conversation pour forcer Maïssa et Yasmîna à cesser leurs cris. Carine lève le pied pour ne pas saturer de tout. Meïssoum verse quelques grosses larmes pour stopper les menaces de désespoir et d'épuisement de Marise. Et tout le monde calme le jeu à coup de picaqueries et d'embrassades car « si on s'engueule, c'est juste parce qu'on n'est pas d'accord. C'est normal et c'est pas grave ». Je suis heureuse de lutter aux côtés de personnes différentes, de trouver des

alliées hors de ma colocation. Mais, souvent, je ne suis pas sûre « de ne pas vouloir trouver ça grave ».

Les questions de racisme sont celles qui me démontent le plus. C'est la première fois que je me lie d'amitié et de lutte avec autant de personnes cibles du racisme au quotidien. Il y a les coups de gueule contre les élèves et les patronnes qui rivalisent de mépris. Il y a les rassemblements contre l'interdiction faite aux mères de porter le voile si elles veulent accompagner les sorties scolaires. Il y a le tract pour demander des menus végétariens à la cantine. Et puis il y a les tensions entre nous. On n'est pas forcément analphabète parce qu'on porte le voile, menteuse parce qu'on est Rom, anti-arabe parce que d'origine italienne ou portugaise. On n'est pas forcément française parce qu'on est blanche, catho parce qu'on est française. Ce n'est pas parce qu'on se proclame « anti-raciste » qu'on perd tous ses réflexes racistes d'un coup.

Je mets souvent mes mots sur ce qui se passe – plus que d'autres. Et j'écris souvent ce que nous sommes – encore en ce moment même. Dans le Gang des Femmes, quelques autres font cela avec moi – plus que d'autres. Nos partages nos compétences, nos visions des choses et cela contribue à nous donner de la force à toutes. Mais c'est aussi une



FRAGMENTS ET RACONTARS

[4] Pour diriger les discussions, je conseille vraiment ces deux superbes films : *La Langue de Zahra*, documentaire de Fatima Sissani réalisé en 2011, 93 minutes, VO français et *Le bateau en carton*, documentaire de José Meira réalisé en 2010, 90 min, VO roumain, VOST français, portugais et anglais

[5] Texte adapté d'un article écrit à l'été 2011 et publié sur aquat.net par des militantes du film-documentaire *La Grève des mères*, 22 minutes, réalisé en 2010 par Saam TV & Feminist Think Tank, disponible en polonais et sous-titré en anglais contact : em@studium2.pl

ALLIANCES ET PROPAGANDE

histoire de classes sociales, une histoire de colonisation de leur langage, l'orientation de leur réalité par nos mots. Et je veux pourtant l'assumer mais je veux aussi le questionner et pourtant l'assumer et surtout le questionner et et... ça suffit : Dounia a fait beaucoup de théâtre dans sa jeunesse, elle est une comédienne hors pair, capable de balancer avec un aplomb formidable son « *Cos' Rasul!* » à l'employé de la préfecture qui lui parlait comme à une demeurée, sous prétexte qu'elle porte le voile. Meïssoum sait tout comprendre et tout exprimer avec force et images et souvent plus vite que beaucoup. Florence, qui ne parvenait plus à faire face aux services sociaux six mois plus tôt, propose à une femme, rencontrée dans la queue du supermarché, de l'accompagner chez sa propre assistante sociale. Hosnia écrit des lettres qui vont droit au but et trouve, comme chacune dans ce groupe, les bonnes réparties au bon moment, pour tenir tête à tous ceux qui veulent les rabaisser.

« Je n'ai rien contre les lesbiennes, je suis heureuse d'en avoir rencontrées : elles sont très sympa – même si je n'aimerais pas que mes enfants soient homosexuel les. » ; « Les Roms volent les enfants, je te jure : ma belle-sœur l'a vu de ses propres yeux, la semaine dernière, à Auchan. » ; « Nous les marocains, on se bagarne avec

les algériens, parce qu'ils sont toujours là, à critiquer... et puis ils n'ont pas fait ce qu'ils auraient dû en Algérie. Ils avaient pourtant tout pour eux... » ; « Chut ! Ne parle pas des juifs, tu sais bien que ça l'énerve. »... Marise panique de la fuite des vieilles espagnoles et des sénégalaises, face à la complicité que forgent entre elles les maghrébines. Elle s'insurge contre une remarque anti-rom alors que nous sommes plusieurs à nous taire. Nous n'avions pas osé y redire en tant que blanches, par crainte de faire la morale. Mais ce silence est peut-être plus condescendant que respectueux : comme si elles n'étaient pas capables d'entendre notre point de vue ! Comme si elles ne méritaient pas que je partage avec elles ce qui est important pour moi ! Je veux battre en brèche cette passivité craintive. Le chemin m'apparaît serré : j'aurais envie de ne pas leur cacher mes interrogations mais je redoute qu'elles ne les intègrent comme les leurs et ne culpabilisent aussi. Aucune d'elles ne nous reproche nos places sociales dominantes, plutôt reconnaissantes que nous « restions à leurs côtés ». À quelques pas de là, des amies féministes lancent un groupe de travail entre « *mexifs* trans pédés guinés blanchÉS sur le racisme au sein de nos *mêux* militants » qui me renforce dans l'idée qu'il faut s'emparer de tout ça!⁵

Un ami nous a envoyé un article relatant une lutte en Pologne qui fait écho à la nôtre. Nous parcourons le mail ensemble.

« *La Grève des mères*!⁶ »

Wabrzych, sud-ouest de la Pologne, 122 000 habitantes. La transformation capitaliste des années 90 et la fermeture des mines de houille se sont traduites par la montée rapide du chômage et une émigration massive. La ville offre ainsi une terre de prédilection aux nouvelles entreprises, dealeuses d'emplois précaires, sous-payés et hyper flexibles. Aujourd'hui, même avec un travail, on risque de se retrouver sans domicile.

Il y a quelques années, les *d'attendre* en vain l'attribution de logements sociaux, des *sans-abris* ont investi des centaines d'appartements abandonnés et en mauvais état. Cette pratique est devenue particulièrement populaire parmi les mères célibataires. Après que les ouvrières aient résolu leurs problèmes de logement par l'occupation d'appartements vides, leur position sur le marché du travail a commencé à changer : dans le film, les femmes racontent leur refus des emplois pénibles et expliquent comment chômeur ne signifie pas forcément être à la rue. Beaucoup refusent les salaires de famine, la précarité du travail et dénoncent le manque de structures adaptées (crèches et haltes-garderies) qui

leur permettraient de prendre un travail aux horaires flexibles.

Au bout de quelques années, les autorités locales réagissent à cette forme d'auto-organisation par la coupure de l'eau, de l'électricité et du gaz dans les appartements squattés. Les femmes furent traitées de criminelles et traînées en procès. Ceci déclencha, en 2008, une grève de la faim de tout un groupe de femmes, pour exiger le retour des fluides. Elles réclamaient également des changements politiques à l'échelle locale, la construction de logements sociaux et la rénovation de vieux bâtiments abandonnés. Au bout de plusieurs jours de grève, une manifestation de solidarité fut organisée devant l'Hôtel de Ville, avec plusieurs centaines de personnes de Wąbrzych et soutenue par un syndicat de base. Les autorités cessèrent les coupures, mais seulement temporairement, et tout en exigeant la fin de la grève de la faim ainsi que des rencontres individuelles avec chacune des femmes, au lieu d'une discussion ouverte avec l'ensemble d'entre elles. S'en suivit l'imposition de loyers élevés, pour forcer l'évacuation des appartements. Les femmes décrivent dans le film les intrusions fréquentes de la police et des membres de l'administration, les fouilles au milieu de la nuit et les tentatives de privation des droits parentaux. Ête se défendirent en refusant de payer quelque loyer que ce soit et restèrent dans leurs appartements.

Quand les ménages prolétaires souffrent des coupes dans les allocations sociales et que l'État ne prend plus en charge la santé publique, ce n'est pas un problème privé, c'est une question collective. Les mères de Wąbrzych ne voulaient pas se soumettre à la société capitaliste organisée selon les principes du libre-marché et elles ont répondu au refus des autorités locales de prendre en compte leurs besoins par l'auto-organisation de l'espace dont elles avaient besoin. Elles cessent de dépendre de la bonne volonté de l'État-providence (à supposer que l'on puisse parler d'État-providence à propos de l'État polonais) et font baisser le coût de la vie en occupant des appartements vides. Cela leur permet de rejeter les pratiques disciplinaires des employeurs et les contrats pourris, de refuser leur rôle de travailleuses salariées exploitées par le capital. »

Après la lecture collective, Èlie raconte l'occupation de fac à Tours, il y trois ans, avec des familles en demande d'asile. Hélo évoque les copines de Paris et de Toulouse qui, elles aussi, se bagarrent pour des logements et contre les lois racisées. Sans parler de la grève des loyers dans une cité ouvrière, en ce moment même, juste de l'autre côté de l'agglomération. L'enthousiasme grandit de toutes ces luttes qui nous font miroir: La tête nous tourne: il y aurait tellement de gens à rencontrer... « On pourrait faire un panneau dans le local pour afficher les informations sur les autres listes ». Chouette idée!

Le film sur les femmes de Wąbrzych me plaît et me déstabilise à la fois: nous utilisons rarement des mots comme « capital », « patriarcat » ou « prolétaires »... Ces femmes pensent-elles vraiment ainsi? Où est-ce seulement la vision des militantes qui ont fait le film? Où commence l'instrumentalisation? C'est pourtant ce que chacune d'entre nous fait: politiser nos réalités en les collectivisant. Ricochet dans mon crâne: « Vous nous dites que vous êtes contre la charité, mais alors, pourquoi vous faites tout ça? Vous n'habitez même pas ici, vous avez d'autres problèmes dont vous ne nous parlez même pas. Qu'est-ce que vous nous voulez? ». Héloïse essaie d'expliquer la différence entre charité et solidarité. Avec Carine, nous martelons que nous sommes plus fortes à plusieurs, qu'on apprend les unes des autres, qu'on se tient ensemble.

J'essaie de clarifier les raisons pour lesquelles je suis là. Je veux que ça bouge. Mon désir de révolution appelle ces rencontres, parce que je veux pas penser un monde et lutter avec seulement quelques amies qui me ressemblent. Je désire vivre et faire avec celles que je ne choisis pas. Je veux me sentir reliée à des réalités que je ne vis pas. Je cherche des alliances avec celles qui galèrent et veulent bouger sans plaquer mes idées toutes faites. Il s'agit de porter attention aux personnes dans ce qu'elles vivent, là où elles sont, avec les besoins qu'elles définissent elles-mêmes. C'est la première exigence que je puise dans mon anarcho-féminisme-autonome. Bien sûr, avec l'idée de transformer ces besoins par la rencontre, par la proximité, par le mélange de nos imaginaires, avec le souci de porter mes propres besoins et aspirations. Je veux me positionner le plus « à égalité » avec elles, sans négliger nos différences et inégalités. Mais en les respectant réellement dans ce qu'elles portent, pas de manière hypocrite ou manipulatrice. Trouver comment assumer mes idées et les défendre, sans comploter un façonnage idéologique par étape. Quand je fais alliance, en tant qu'anticapitaliste et féministe, avec des anticapitalistes



anti-féministes, je raisonne à plusieurs niveaux, je fais des compromis avec mes convictions et j'échafaude des stratégies cachées. De même, quand je me rapproche de citoyennistes ou de militant.es qui ne sont pas anti-autoritaires, je choisis mes moments, je ne m'oppose pas toujours frontalement, je dose l'intérêt stratégique à nourrir ces alliances dans des buts précis et délimités. Mais dans le Gang des Femmes, je ne veux pas développer de stratégies cachées, je veux établir un rapport « honnête » et plein.

Finalement, je veux plus qu'une alliance politique : je cherche à m'embarquer, à nourrir un lien plus organique, moins froid. Certaines diraient « plus sérieux » ou « plus familial ». Je n'aime pas ces mots, mais je me retrouve dans ce désir de faire corps ensemble, de ne pas se donner le choix de l'émotion ni de l'engagement. Petits pas pour devenir amies : partir en vacances à quelques-unes, embarquer les enfants à la montagne, faire la fête. Lier nos destins jusqu'à être malades et déprimées les unes avec les autres, jusqu'au moment où c'est trop et où celles qui le peuvent s'échappent, essaient de faire un break mais pensent encore à ce qui continue sans elles, les galères et la lutte.

NOUS, PAS STRATÉGIQUES ?

C'est sûr, dans le Gang des Femmes, on ne réfléchit pas à tout. On ne soupèse pas tout. Parfois, on s'échauffe et les mots fusent et nous sommes téléportées plus vite que nos ombres, dans le bureau de Monsieur Untel, directeur de Truc-muche. Souvent, on écrit nos tracts en une réunion, on arrive à l'arrache, avec nos mêmes, nos sacs à main qui pèsent une tonne, le « Désolée, je vais pas pouvoir rester, j'ai rendez-vous chez le pédicure »... avec nos histoires et nos dégaines qui ne sont jamais bien comme il faut.

Mais ce n'est pas un défaut, c'est même une belle qualité. Car c'est cette manière de se trimbaler avec tous nos paquets, d'être là entières et d'exiger qu'on nous prenne en compte avec toutes nos extensions. Et faut pas croire, sous nos dehors de colère, on n'a pas oublié de faire à manger tard dans la soirée pour assurer le lendemain, de se lever à cinq heures du matin pour aller bosser, avant de revenir ouvrir l'appartement pour les copines qui campent sur la pelouse de la mairie et ont besoin d'une douche. On n'a pas oublié de faire 1200 bornes en stop en deux jours pour être là aux rendez-vous. On n'a pas oublié de réfléchir à tout le reste, de porter ces familles, ces enfants, ces parents, ces ami.es à bout de bras et de sacs et d'allers-retours express à Carrefour et le linge à laver et la voiture qui tombe en panne et la caisse de retraite qui demande les mêmes papiers pour la dixième fois et la recherche en panique d'un hôpital pas trop craignos pour accueillir la copine et la sortie de l'école et « Prend une galette ma chérie : j'en ai fait pour tout le monde, faut les prendre : je ne peux pas en manger moi de toutes façons ». On n'a même pas oublié de sentir bon, de s'habiller proprement et même avec de la classe, du style, du chien. Parce qu'au fond, on assure, y'a pas le choix !

Il nous reste à apprendre à craquer plus tôt, à nous autoriser à licher plus souvent. C'est difficile parce que nos vies de « femmes » sont toutes entières consacrées à tenir le coup, moins pour nous que pour les autres. Nous savons bien que ça nous pousse à bout, que



ON PARLE DE « SERVICE PUBLIC », OUI OU NON ?

nous jouons avec notre santé. Mais nous y tenons aussi : c'est là que nous puisons une grande part de notre force. Comment critiquer celle qui veut nourrir, soigner ? Comment bousculer celle qui veut être forte envers et contre tout, non pas par goût du pouvoir mais pour que la vie continue ? Alors oui, sûrement que ce n'est pas stratégique de toujours assurer, de toujours colmater... peut-être qu'il faudrait les laisser dans leur merde. Voir comment ils se débrouillent sans femme, sans copine, sans mère, sans aide à domicile, sans femme de ménage, sans cuisinière, sans secrétaire, sans comptable, sans confidente...

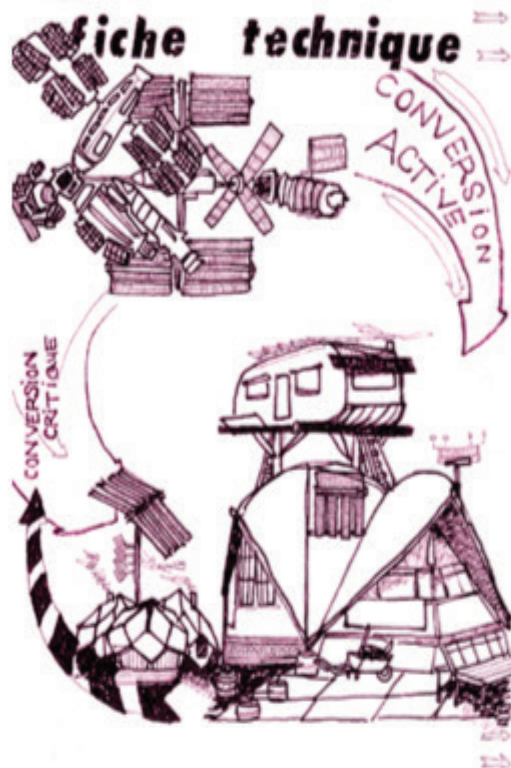
Nous, pas stratégiques ? C'est vrai qu'on oublie parfois d'allier nos révoltes parce qu'on voudrait sauver les apparences. Par peur du commérage dans le quartier, on cache, on rafistole. Dans le Gang des Femmes, on le sait bien : la honte d'être pauvres nous tient trop souvent. Une difficulté à prendre de la distance, à ne plus se laisser blesser en chaque occasion. Accusations de fraude balancées en coup de poing dans un bureau de la CAF : on regarde ses pieds, coups de coude complices pour ne pas aggraver la suspicion. Action au service Logement : le maire appelle les flics pour virer trois grands-mères des locaux, les types poussent et ça crie et les pieds se prennent dans les jupes, la pression et la honte montent aux yeux, l'une d'entre nous fait un malaise sur le trottoir. Convocation au poste, l'officier parle haut, interrogatoire mi-méprisant mi-menaçant, et la suspecte part d'un grand rire sonore pour retenir ses larmes de rage et d'humiliation. On se relève, on essaie de riposter, de recons-

tituer sa fierté. En réponse à chaque coup bas, un tract, une lettre ouverte, un nouveau coup de gueule. Mais pouvons-nous continuer longtemps comme ça ? Réagir collectivement est une première étape, il nous faudrait encore trouver comment nous immuniser... sûr qu'il n'est pas stratégique de se laisser maltraiter comme ça. Ces violences sont tellement quotidiennes qu'elles en deviennent banales. C'est peut-être justement ce qui nous tient révoltées : au fond, comment cesser de le prendre mal, quand c'est toujours aussi grave ? Nous, pas stratégiques ? Les autorités ont de la merde dans les yeux et continuent à nous voir comme des femelles impulsives et imprévisibles... et ça leur fait peur ? Tant mieux !

Nous, pas stratégiques ? Ce que les puissants devraient réaliser (et espérons que cela les fasse paniquer encore un peu plus !), c'est que nous avons appris. La première année, notre tournée des organismes liés au logement social a été instructive. Nous avons saisi comment ça marchait et qui était qui. Nous avons identifié quelques rares soutiens et surtout éprouvé ensemble que nous n'avions pas grand-chose à attendre d'eux. Et au final, ce fut un moyen d'avoir tout tenté. Ils peuvent maintenant clamer haut et fort que « nous ne sommes pas prêtes à discuter, que nous sommes agressives et de mauvaise volonté » : nous connaissons la fourberie de ces « bons démocrates » et nous ne cillons plus devant de telles inepties. Quatre années de lutte ont été plus que suffisantes pour saisir que sans mouvement social de grande ampleur, rien ne changerait vraiment. Et qu'en attendant, il s'agissait d'être stratégiques.

Cette semaine, Dounia aborde un nouveau sujet, les transports en commun. Elle fait le ménage matin et soir au Rectorat et elle galère pour rentrer chez elle : horaires inadaptés et prix trop élevés. Action ! Aucune d'entre nous ne croit aux pétitions, mais cette fois, nous y voyons du sens dans un plan plus élaboré : rencontrer des gens sur la ligne, parler et faire parler, préparer le terrain. Quinze jours, donc, pour faire signer le tract aux collègues, aux amis, mais aussi dans le bus et sur les arrêts du tram qui mènent au quartier. Puis, deuxième étape, le blocage de la ligne en question. Nous expliquons aux voyageuses « D'habitude, les copines qui finissent leur taf à neuf heures du soir se tapent quarante minutes à pied (alors qu'elles payent 46 euros d'abonnement mensuel), simplement parce que le dernier tram part quinze minutes avant la correspondance ! Alors pas ce soir ! » Le chauffeur bougonne : « Ça ne sert à rien ce que vous faites ! - Vous n'avez qu'à faire remonter ça à vos patrons ! ». L'étape suivante est encore à venir. Blocage du tram en centre-ville ou bien occupation du siège de la société de transport ? Quoi qu'il en soit, nous sommes rentrées dans le sujet, nous nous sommes fait connaître et nous avons rédigé nos revendications. Mais, la semaine suivante, Marise arrive vraiment fichée : « Dans le tract, vous avez zappé les réformes européennes. Si on perd de vue le global, on va se faire bouffer ! Le but, c'était de pousser la campagne au niveau national. On parle de Service Public, oui ou non ? ». Marise insiste souvent là-dessus et personne ne la contredit. Mais par une sorte d'accord tacite, nous avons cette fois-ci écarté le sujet, lors de la finalisation du tract, trop complexe, trop gros, trop politicien, trop syndical, trop je ne sais quoi.

« On essaie de partir de nos propres besoins, à notre niveau. (Tentative de justification). - C'est très bien ! Mais il faut que vous arriviez à faire le saut, à penser les choses pour tout le monde. - C'est pourtant ce qu'on fait, on dit toujours : « Tant qu'il restera une personne à la rue, nous continuerons à lutter ! ». « Nous ne voulons pas de vos faveurs, nous voulons changer la situation pour toutes ! ». - Oui, mais ça veut dire penser les choses vraiment, concrètement et globalement.



Redéfinir la notion de Service Public. À la fin de la guerre, le Conseil National de la Résistance avait listé les « besoins fondamentaux » pour tous. C'était pas si mal parti à ce moment-là...

— ... penser le système pour tout le monde, ça me fait peur. Je ne veux pas leur ressembler.

— Je comprends : « la gauche » n'est absolument plus à gauche. Les élites sont des racleurs et les classes moyennes ont perdu tout sens des réalités, tout contact avec les masses populaires. À la sortie, ça va faire vraiment mal... C'est pour ça que nous devons penser le système, c'est indispensable... tu vas bien à l'hôpital public ? Tu touches bien le RSA ou l'allocation vieillesse ? Ils sont en train de tout foutre en l'air. Il faut se battre ! »

Lutter sur le terrain des droits sociaux nous confronte forcément aux autorités, à l'État, à la loi, à la défense du Service Public. J'ai l'impression d'être

une petite anarchiste de rien du tout. Contester la légitimité des instances du pouvoir n'est pas suffisant. Je n'ai pas assez d'outils pour penser une organisation à large échelle, autrement que dans le rejet ou par le compromis de circonstance, cynique et dégoûté. Et je ne sais pas quoi répondre à cette habitude, massive dans la gauche française, de défendre l'État social et de croire en lui. J'essaie d'expliquer à quel point je tiens à la liberté de choix : « J'ai peur que si nous définissons les « besoins fondamentaux » pour toutes, ce soit forcément enfermante, aliénante. J'ai peur qu'on se foute nous-mêmes dans des cases, qu'on devienne des gestionnaires, des bureaucrates, des corrompus. J'ai peur que l'organisation en institutions, en grande dimension, produise forcément ça, que ça fasse partie du système.

— Et tu laisses le fascisme prendre la place sans rien faire ?

— En fait, je prends les choses par un autre bout : me réapproprier tout ce qui touche à nos vies par des réponses collectives, mais à petite échelle.

— Et si, moi je n'ai pas de collectif, tu me laisseras crever à deux pas de chez toi ? Je suis qu'une vieille ! Est-ce que ton système à petite échelle répondra aux besoins de Meissoum ? Et à ceux de Florence ? Et si tu es trop malade pour te soigner à la maison, tu iras quand même à l'hôpital ?

— Oui...

— Et qui paiera ? Tu es à la CMU ?

— Oui.

— On parle bien de tes besoins concrets, là. Tu n'as pas le choix : tu dois les relier au global.

— Mais Marie, nous sommes les premières à dire que chacune a des besoins différents, qu'aucune n'est réductible à un formulaire.

— C'est pour ça qu'il faut penser l'égalité dans l'accès possible, aux soins, au logement, etc., et non dans la contrainte ! »

Moi qui la voyais déjà invoquer un communisme d'État, bureaucratique et autoritaire... elle est féministe et attachée à l'émancipation individuelle, comme nous toutes. Elle lutte à la fois contre l'individualisme, l'exploitation et l'assignation à des rôles pré-définis. Mais j'ai quand même une dent de plus contre l'État-Nation. Peut-on imaginer un service public hors de ce cadre ? Et où ? Marise se méfie des « communautés » égoïstes, fermées, propriétaires, corporatistes, en un mot, communautaristes. Je situe d'abord l'individualisme dans la logique de la machine-État-Marché qui nous sépare, nous oppose et nous asservit. Elle me répond qu'au fond, les État-Nations, elle s'en fout aussi : « Si jamais tu voyages à l'autre bout de la planète et que tu te casses une jambe, je me bats pour que tu aies aussi accès à des soins. Pour l'instant, ils n'ont rien inventé de plus large que l'État, pour organiser ce qu'ils appellent la « solidarité nationale », mais moi, mon Service Public, je le veux à l'échelle de la galaxie ! ». Il me pousse alors une deuxième dent, contre « l'universalisme » : je suis trop empreinte de la critique anticoloniale pour imaginer penser pour tout le monde, pour décréter ce qui serait mondialement bon. Mais se coordonner, mutualiser les ressources, se soutenir pour assurer nos besoins matériels, bien sûr que ça me paraît sensé. Sauf que pour finir, j'ai encore et toujours cette troisième dent contre l'organisation à large échelle : quand on ne comprend plus rien, qu'on ne peut plus rencontrer les personnes qui ont une influence directe sur nos vies. Alors quoi ? Fonctionner à petite échelle, s'organiser localement et réfléchir les choses en termes de réseaux. Au boulot !

[6] Revue « Réfractations, Recherches et expressions anarchistes », hiver 2005, N° 15, 145 pages, « Privés, publics, communs, quels services ? ».

[7] Allez voir ça : c'est super ! <http://cofard93.wordpress.com>

LE NERF DE LA QUERRE

Découverte palpitante : des anarchistes essayaient déjà d'imaginer un service public sans l'État il y a plus d'un siècle^[6] ! Je tente la lecture et suis vite dégrisée par des pensées laborieuses, prétentieuses, techniciennes... pas l'habitude d'aborder les choses en termes économiques, en terme de production et d'argent. Mais penser la « solidarité collective » dans ce monde, c'est penser la répartition des richesses. Alors tout s'enchaîne : d'où vient le fric, comment est-il collecté ? Que veut-on collectiviser ? Je reste confuse devant cette manière de parler du capitalisme, des classes sociales et du travail. Une approche marxiste que j'entrevois sans la maîtriser, qui m'attire et me crispe à la fois.

Ce matin, Aylin me téléphone en panique : elle cherche 1500 euros à emprunter d'urgence, afin d'éviter l'assignation en justice pour impayé de loyer. D'habitude, Aylin est au taquet dans la lutte. Je l'ai toujours vue collectiviser et politiser les problèmes personnels. Si elle m'appelle, c'est en dernier recours : « Le collectif est trop pris par tous les autres problèmes. Je suis fatiguée, mon fils est malade, je suis crevée aussi. J'ai déjà fait le tour des proches, tout le monde est ric-rac. – Je vais en parler aux amies, c'est sûrement possible ». Au fond de moi, je sais que ce n'est pas une solution. Ces 1500 euros, à quelques-unes, on les a et on s'en fout. Mais les mettre dans la poche d'un bailleur social alors qu'on a économisé sur des demi-RSA... ça fait mal au cœur. « Il faudrait vraiment qu'on monte cette caisse de solidarité. – Oui je sais ».

Oui, mais pas cette fois : l'urgence est là. En plus, les copines repérées comme « agitatrices » sont dans le collimateur de la Justice en ce moment. C'est juste trop de se dire qu'on va s'exposer, une fois de plus, par une action publique. On ne peut pas lutter toujours... Je laisse flotter ma pensée vers cette bande de montreuilloises dont les actions et les textes d'incitation à la fraude me redonnent toujours la niaque^[7]. Il n'y a pas de bonnes solutions. Il faut commencer par survivre.

Et puis Marise ramène la question de la santé sur la table : « Si on pouvait le raisonner, on ne défendrait pas uniquement l'hôpital public, on imposerait la nationalisation des labo pharmaceutiques et de toute la conception et la fabrication du matériel médical ! ». Aller au bout de la logique... je rêve d'une sortie du travail salarié, d'une sortie du marché. D'une sortie de l'argent. Je rêve d'une solidarité collective qui ne serait plus basée sur la répartition du fric. Mais qu'est-ce que le travail pénible ? Tout travail est-il pénible ? Comment réfléchir le partout pour toutes, sans système coercitif ? Est-ce qu'on peut faire des choses réellement gratuites ?

« C'est chouette, vos petites tentatives alternatives et votre « système D », ça donne des idées, mais ce n'est pas réellement en dehors du capitalisme, tu sais. » Ce type m'horripile, je n'ai jamais parlé d'« alternative ». Il me fait hurler : c'est par la pratique qu'on dépasse ce qui existe, non parce que c'est une alternative mais parce que c'est une réalité, une réalité de survie et de lutte imbriquées.

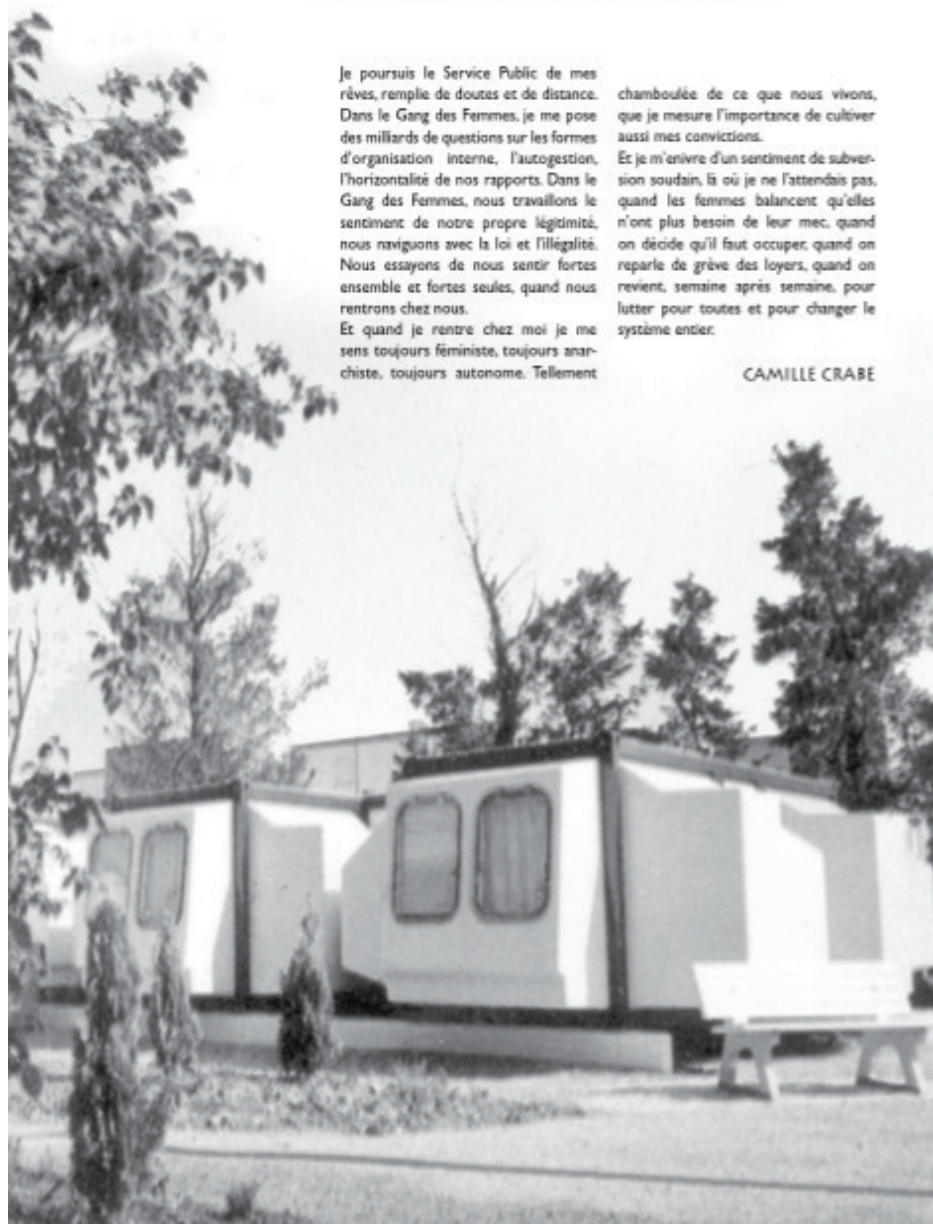
DE LA FORCE, DU RÊVE ET DE BONNES ANGOISSES...

Je poursuis le Service Public de mes rêves, remplie de doutes et de distance. Dans le Gang des Femmes, je me pose des milliards de questions sur les formes d'organisation interne, l'autogestion, l'horizontalité de nos rapports. Dans le Gang des Femmes, nous travaillons le sentiment de notre propre légitimité, nous naviguons avec la loi et l'illégalité. Nous essayons de nous sentir fortes ensemble et fortes seules, quand nous retrouvons chez nous. Et quand je rentre chez moi je me sens toujours féministe, toujours anarchiste, toujours autonome. Tellement

chamboulée de ce que nous vivons, que je mesure l'importance de cultiver aussi mes convictions.

Et je m'enivre d'un sentiment de subversion soudain, là où je ne l'attendais pas, quand les femmes balancent qu'elles n'ont plus besoin de leur mec, quand on décide qu'il faut occuper, quand on reparle de grève des loyers, quand on revient, semaine après semaine, pour lutter pour toutes et pour changer le système entier.

CAMILLE CRABÉ



**Un toit pour toutes,
une fois pour toutes !**



17.03